

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

4ÈME RAPPORT INTERNATIONAL 2023

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	10
Annexe 1 - Projet FICOL Moov'Hanoï	11
Annexe 2 - Projet FICOL Territoires Numériques en Transitions	53
Annexe 3 - Fiche-projet Coopération décentralisée	97
Annexe 4 - Fiche-projet Dispositif Actions internationales	100
Annexe 5 - Fiches-projets Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique	103

EXPOSÉ DES MOTIFS

Les opérations suivantes relèvent de la stratégie internationale votée par délibération CR 222-16 du 15 décembre 2016 modifiée et de la stratégie « l'Île-de-France, territoire chef de file pour la francophonie » votée par délibération CR 2018-041 du 20 septembre 2018.

1. Mise en œuvre du projet de coopération décentralisée « Moov'Hanoï » avec le Comité populaire de Hanoï.

Le projet « Moov'Hanoï » a pour objectif de renforcer l'attractivité des transports publics à Hanoï. Ce projet de coopération décentralisée entre la Région Île-de-France et le Comité populaire de Hanoï s'appuiera sur l'expertise d'Île-de-France Mobilités et de l'Institut Paris Region. Il se déroulera sur 3 ans et fait l'objet d'une aide financière de **677 100 €** de l'Agence française de développement (AFD) pour la période 2023-2026.

Pour sa mise en œuvre, il est proposé :

- d'autoriser la signature d'une convention de partenariat avec le Comité populaire de Hanoï ;
- d'autoriser la signature de la convention de financement avec l'AFD pour la mise en place du projet ;
- d'affecter un montant maximum de **519 450 €** d'autorisation d'engagement au bénéfice d'Expertise France, dans le cadre d'une convention de partenariat public-public pour la mobilisation d'un ou d'une chef de projet à Hanoï et le financement des actions menées par Paris Region Expertise – Vietnam (PRX-Vietnam), bureau de représentation de la Région au Vietnam. Le montant engagé correspond au reversement de l'aide de l'AFD de **414 500 €** et de la participation régionale de **104 950 €** ;
- d'affecter un montant maximum de **126 500 €** d'autorisation d'engagement au bénéfice de l'Institut Paris Region dans le cadre d'une convention de partenariat public-public pour la mobilisation de son expertise, correspondant au reversement de l'aide de l'AFD.

2 Poursuite de la mise en œuvre du projet de coopération décentralisée TNTS, « Territoires numériques en transitionS »

La Région, le District autonome d'Abidjan, la Commune urbaine d'Antananarivo, la Région de Casablanca-Settat et le Département de Rufisque se sont associés dans le projet « Territoires numériques en transitionS » (TNTs), dont l'objectif est de renforcer la transformation numérique des collectivités partenaires de la Région et de leur écosystème en développant des actions structurantes sur ce thème. Ce projet fait l'objet d'une aide financière de **1 300 000 €** de l'Agence française de développement (AFD) pour la période 2023-2025. Son exécution a démarré en mai 2023.

Pour la poursuite de la mise en œuvre de ce projet, il est proposé :

- Approuve la convention de financement avec l'Agence française de développement jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer, annulant et remplaçant la convention de financement adoptée par délibération n° CP2023-050.
- d'affecter une subvention d'un montant maximum de **644 480 €** d'autorisation d'engagement au bénéfice de Cap Digital pour accompagner les collectivités partenaires dans l'animation de leur eco-système numérique, l'organisation d'événements et le développement de projets innovants des acteurs locaux et franciliens. Le montant engagé

correspondant au reversement de l'AFD de **534 480 €** et de la participation de la Région de **110 000 €** ;

- d'affecter un montant maximum de **152 870 €** d'autorisation d'engagement au bénéfice d'Expertise France dans le cadre d'une convention de partenariat public-public pour la poursuite de la mobilisation d'une coordonnatrice du projet basée à Rufisque, correspondant au reversement de l'aide de l'AFD ;
- d'affecter un montant maximum de **159 280 €** d'autorisation d'engagement au bénéfice de l'Institut Paris Région dans le cadre d'une convention de partenariat public-public pour apporter une assistance à maîtrise d'ouvrage aux collectivités partenaires du projet dans l'élaboration de leur stratégie numérique, correspondant au reversement de l'aide de l'AFD.

3 Soutien à un projet pour l'accueil des personnes vulnérables à Beyrouth

Au titre de la coopération décentralisée avec la Municipalité de Beyrouth, le présent rapport propose d'accorder une subvention de **100 000 €** en autorisation de programme au bénéfice de l'Œuvre d'Orient en faveur de l'extension d'un centre d'accueil « la Cuisine de Marie ».

4 Réaffectation du solde de la subvention pour l'association Les routes du futur

Par délibération n° CP16-502 du 12 octobre 2016, une subvention d'un montant maximum de 12 500 € a été attribuée à l'association Les routes du futur, pour le projet d'électrification des infrastructures sanitaires, éducatives et hydrauliques du village de Bougoudire au Mali. La subvention n'a pas pu être soldée pour des raisons administratives internes à la Région, alors que le projet concerné a bien été réalisé.

Il vous est donc proposé de réaffecter les crédits correspondant au solde de la convention, soit un montant de **5 769,85 €** en autorisation de programme, prélevé sur le chapitre budgétaire 900 « Services généraux » du budget 2023.

5 Modification d'affectation d'autorisations d'engagements

Pour des raisons techniques, il est proposé de modifier l'énoncé détaillant la nature des dépenses de l'opération de type projet D2300431 adoptée à l'article 3 de la délibération CP 2023-200 du 1^{er} juin 2023.

6 Aide d'urgence pour la lutte contre le changement climatique

L'Amazonie, l'un des plus importants poumons verts de la planète, contribue à stabiliser le climat régional et mondial. Elle est mise à mal par la déforestation qui accélère le réchauffement climatique et fragilise les peuples autochtones.

La Région souhaite contribuer à l'aide en faveur de la lutte contre la déforestation amazonienne et propose à ce titre l'attribution d'une subvention de **69 300 €** en autorisation de programme et **30 700 €** en autorisation d'engagement, à l'Association pour la forêt vierge.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse'.

VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

4ÈME RAPPORT INTERNATIONAL 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France modifiée par les délibérations n° CP 2018-162 du 30 mai 2018 et n° CP 2019-434 du 17 octobre 2019 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2017-230 du 17 mai 2017 relative au fonds d'intervention d'urgence : assistance à la population malgache affectée par le cyclone Enwo ;

VU la délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 relative à l'attribution de subventions dans le cadre des coopérations décentralisées (Liban, Tunisie, Madagascar, Japon), des dispositifs « actions internationales » et « fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient » ;

VU la délibération n° CP 2021-165 du 1er avril 2021 relative au 2ème rapport international 2021 ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 21 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant sur la révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-050 du 25 janvier 2023 relative au 1^{er} rapport international 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative à diverses dispositions en matière de communication institutionnelle, 2ème rapport ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo signé le 21 décembre 1990 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Ile-de-France et la Municipalité de Beyrouth signé le 25

janvier 1999 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le Comité populaire de Hanoï (Vietnam) signé le 19 décembre 2004 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Région de Casablanca-Settat (Maroc) signé le 7 décembre 2016 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le District Autonomie d'Abidjan signé le 28 février 2018 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le conseil départemental de Rufisque signé le 21 octobre 2021 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission des relations internationales et des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-241 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Mise en œuvre de projets de coopération décentralisée

Au titre de la coopération avec le Comité populaire de Hanoï :

Approuve la convention de partenariat jointe en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Approuve la convention de financement avec l'Agence française de développement jointe en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte à Expertise France, dans le cadre d'une convention de partenariat public-public, une autorisation d'engagement de **519 450 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400311 « Coopération décentralisée » du budget 2023.

Affecte à l'Institut Paris Region, dans le cadre d'une convention de partenariat public-public, une autorisation d'engagement de **126 500 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003), « Actions internationales », action 10400311 « Coopération décentralisée » du budget 2023.

Territoires numériques en transitions :

Approuve la convention de financement avec l'Agence française de développement jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec le District autonome d'Abidjan, la Commune urbaine d'Antananarivo, le Conseil départemental de Rufisque et le Conseil régional de Casablanca-Settat, au financement du projet détaillé en annexe 2 de la présente délibération, par l'attribution à Cap Digital, d'une subvention de fonctionnement d'un

montant maximum prévisionnel de **644 480 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention financière spécifique N° 23005092 jointe en annexe 2 de la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **644 480 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400311 « Coopération décentralisée » du budget 2023.

Affecte à Expertise France, dans le cadre d'une convention de partenariat public-public, une autorisation d'engagement de **152 870 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400311 « Coopération décentralisée » du budget 2023.

Affecte à l'Institut Paris Region, dans le cadre d'une convention de partenariat public-public, une autorisation d'engagement de **159 280 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400311 « Coopération décentralisée » du budget 2023.

Au titre de la coopération avec la municipalité de Beyrouth :

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec la Municipalité de Beyrouth, au financement du projet détaillé en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution à l'Œuvre d'Orient d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type Coopération décentralisée Investissement adoptée par délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **100 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 900 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400306 « Coopération décentralisée » du budget 2023.

Article 2 : Réaffectation du solde de la subvention pour l'association « Les routes du futur » au titre du dispositif Actions Internationales

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **5 769,85 €** correspondant au solde de la subvention 16005405 attribuée à l'association Les routes du futur par délibération CP16-502 du 12 octobre 2016 tel que cela figure dans la fiche projet 23005793 jointe en annexe 4 de la présente délibération, disponible sur le chapitre budgétaire 900 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400308 « Dispositif actions internationales » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention n°23005793 à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisée.

Article 3 : Modification de l'énoncé détaillant la nature des dépenses de l'opération de type projet D2300431 adoptée à l'article 3 de la délibération CP 2023-200 du 1er juin 2023

Décide de modifier l'énoncé détaillant la nature des dépenses de l'opération de type projet D2300431 adoptée à l'article 3 de la délibération CP 2023-200 du 1er juin 2023, comme ci-après.

Affecte une autorisation d'engagement de 50 000 € disponible sur le chapitre 930, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP 048-003 (104003) « Actions internationales », Action 10400311 « Coopération décentralisée », du budget 2023, pour permettre l'accueil et l'hébergement des délégations et toutes dépenses directes générées par l'organisation de manifestations et de déplacements en Île-de-France ou à l'étranger (frais d'interprétariat et traduction, minibus, chauffeur, documentations, dépenses prévues dans les projets financés par l'Agence française de développement et le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères), et notamment la redevance du bureau de PRX Madagascar, l'achat de cadeaux protocolaires, les frais de missions lors des déplacements de la Présidente et de sa délégation, la mobilisation d'experts, les études, audits et prestations de conseils.

Article 4 : Aide d'urgence

Décide de participer, au titre du fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique, au financement du projet détaillé en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution, à l'Association pour la forêt vierge, d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **69 300 €** et d'une subvention de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **30 700 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type Fonds d'intervention d'urgence Investissement, adoptée par délibération n° CP 2021-165 du 1er avril 2021 susvisée modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre susvisée et d'une convention conforme à la convention type Fonds d'intervention d'urgence Fonctionnement, adoptée par délibération n° CP 2017-230 du 17 mai 2017 susvisée, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **69 300 €** disponible sur le chapitre 900, « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP 048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400304 « Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique » du budget 2023 et une autorisation d'engagement de **30 700 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions », programme HP048-003 (104003) « Actions internationales », action 10400309 « Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique » du budget 2023.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Projet FICOL Moov'Hanoï

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, France, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2023-241 du 5 juillet 2023,
ci-après dénommée « la Région »

et

Le Comité Populaire de Hanoi dont le siège est situé au 79, rue Đinh Tiên Hoàng, District Hoàn Kiếm, Hà Nội, République socialiste du Vietnam, représenté par son Président, Monsieur Tran Sy Thanh,
En vertu de la délibération du,
ci-après dénommé « le Comité Populaire de Hanoi »

PREAMBULE :

La Région Ile-de-France développe un partenariat de coopération décentralisée avec le Comité Populaire de Hanoi (depuis 1989).

La Région Ile-de-France et le Comité populaire de Hanoi ont conçu, en partenariat avec Île-de-France Mobilité, l'Institut Paris Region et le Département des transports de Hanoi et l'Institut d'urbanisme de Hanoi, le projet « Moov'Hanoi » dont l'objectif est d'améliorer l'attractivité des transports en commun à Hanoi, notamment en accompagnant Hanoi dans la mise en place d'un réseau multimodale de transports en commun.

Ce projet, d'une durée de 3 ans, a reçu le soutien de l'Agence Française de développement (AFD) au titre de sa Facilité de Financement des collectivités territoriales françaises. Le budget total du projet s'élève à 1 340 636 € ; le concours de l'AFD est de 677 100 €. La convention de financement entre la Région et l'AFD a été approuvée par délibération n° CP 2023-241 du 5 juillet 2023.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les rôles et responsabilités réciproques des partenaires dans le cadre de la mise en œuvre du projet Moov'Hanoi.

1.1. Objectifs du projet

Objectifs globaux :

- Améliorer l'attractivité des transports en commun à Hanoi.
- Accompagner Hanoi dans la mise en place d'un réseau multimodale de transports en commun.

Objectifs spécifiques :

- améliorer le « parcours voyageur », notamment grâce à des aménagements aux stations ;
- améliorer l'accessibilité tous modes, et particulièrement à pied, aux stations pour faciliter l'usage du métro - nouveau mode de transport collectif ;
- réorganiser le réseau de bus existant pour une meilleure complémentarité dans l'offre globale en transport collectif.

A l'issue de ce projet, il est attendu : une meilleure connaissance de la mobilité urbaine et une montée en compétence des services publics hanoïens pour analyser et utiliser ces données dans la mise en œuvre de projets opérationnels ; une augmentation de l'attractivité du réseau de transports en commun, en particulier grâce à un réseau de bus restructuré et interconnecté aux lignes de métro (existante et prochainement ouverte) ; l'amélioration de la qualité de service du réseau de bus urbains et son intermodalité, grâce à des aménagements aux stations.

Pour les acteurs franciliens, le projet doit permettre aux équipes de la Région, de l'Institut Paris Region et d'Île-de-France Mobilités de mieux connaître le contexte vietnamien et de renforcer leurs capacités d'action et de projection de leur expertise à l'international.

1.2. Principales actions envisagées

Le projet sera mis en œuvre de juillet 2023 à mars 2026 à travers quatre composantes :

Composante 1 : Créer de la connaissance et des données concernant les trafics et la mobilité quotidienne des habitants de Hanoi pour développer une mobilité durable

Cette composante inclut toute activité nécessaire à la création de connaissances (datas et analyse de celles-ci) sur la mobilité quotidienne des habitants de Hanoi pour être en mesure d'intervenir de manière pertinente sur l'amélioration de l'offre de transports publics, mais de manière non exhaustive :

- Mise en œuvre d'une enquête de mobilité (ménages déplacements) grâce des moyens innovants
- Organisation d'un séminaire international : « les données mobilité : analyse et communication »
- Création d'un outil de communication auprès de la population – maquette 3D interactive

Composante 2 : Accompagner Hanoi dans la réalisation et la mise en œuvre d'un plan de réorganisation et de rationalisation du réseau de bus publics

Cette composante inclut toute activité nécessaire à la création des conditions pour les échanges entre modes de transport métro/BRT/Bus, mais de manière non exhaustive :

- Mise en œuvre d'un Diagnostic urbain
- Mise en œuvre d'un Diagnostic mobilités urbaines
- Restructuration du réseau de bus

Composante 3 : Concevoir des principes d'aménagement des stations de transport en commun et de gestion de l'intermodalité

Cette composante inclut toute activité nécessaire à la réalisation des études et actions nécessaires à l'amélioration, au niveau des stations, de la qualité de service du réseau de bus urbains en particulier pour permettre l'intermodalité ; mais de manière non exhaustive :

- Réalisation d'une étude de diagnostic et de typologie des stations de bus
- Elaboration de principes d'aménagement de stations de bus
- Réalisation d'aménagements pilotes de stations de bus

Composante transversale : Apporter un appui au DOT et ses agents techniques pour la création d'un réseau intermodal et le développement d'une politique multimodale de mobilité

Cette composante inclut toute activité permettant de créer une relation de partenariat et d'échange entre pairs (DOT/IDFM), mais de manière non exhaustive :

- Organisation d'une série de séminaires thématiques
- Organisation d'une formation au profit des agents vietnamiens
- Organisation d'un voyage d'étude en Île-de-France

1.3. Evaluation

Le projet fera l'objet d'une évaluation externe en fin de projet.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

La mise en œuvre du projet est rendue possible par la mobilisation des partenaires conformément à la description du projet présentée à l'article 1.

A cette fin, la Région Île-de-France s'engage à :

- Mobiliser ses ressources humaines et matérielles pour assurer le pilotage global du projet, son suivi et coordonner la mobilisation des partenaires durant la mise en œuvre, notamment grâce au bureau PRX-Vietnam à Hanoi ;
- Assurer la coordination administrative et financière du projet en lien direct avec l'Agence Française de Développement et le redéploiement des crédits prévus vers les partenaires français (en particulier l'Institut Paris Region et Expertise France) ;
- Informer les partenaires de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, changement d'adresse du siège social ;
- Informer les partenaires des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- Informer les partenaires par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

A cette fin, le Comité Populaire de Hanoi s'engage à :

- Mobiliser ses ressources humaines et matérielles pour participer au pilotage global du projet et assurer la mise en œuvre et le suivi du projet localement ;
- Mobiliser des financements pour la mise en œuvre des projets pilotes (CP 3 – aménagements aux stations) ;
- Informer les partenaires de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, changement d'adresse du siège social ;
- Informer les partenaires des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- Informer les partenaires par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

ARTICLE 3 : DISPOSITION FINANCIERES

La mise en œuvre du projet mobilise des ressources financières qui ont fait l'objet d'une évaluation partagée entre les partenaires. Le plan de financement prévisionnel du projet figure en annexe 1 à la présente convention. Chaque partenaire à la convention s'engage à mobiliser les moyens nécessaires à la bonne réalisation des actions dont il a la responsabilité conformément au plan de financement prévisionnel figurant en annexe 1. **Les montants prévisionnels indiqués ne sauraient toutefois constituer un engagement ferme pour chacune des partenaires.**

En effet, la mobilisation effective des moyens financiers indiqués demeure soumise aux procédures internes d'engagement de crédits de chacun des partenaires. Par ailleurs, le subventionnement de ce

projet fera l'objet de conventions spécifiques décrivant les modalités de versement propres à chaque partenaire.

La Région et ses partenaires s'engagent à dédier à ce projet l'intégralité du soutien financier accordé par l'AFD.

ARTICLE 4 : GOUVERNANCE

Les instances suivantes sont mises en place pour assurer la conduite du projet :

- Le comité de coordination du projet, composé de la Direction de la coopération internationale et européenne de la Région Île-de-France, du Département des relations internationales et du Département des transports du Comité populaire de Hanoi, du bureau PRX-Vietnam, d'Île-de-France mobilité et de l'Institut Paris Region, prend les décisions de mise en œuvre du projet et statue sur toute réorientation du projet. Il se réunit autant que de besoin — a minima 3 fois par an en visio-conférence.
- Le suivi technique des actions sera mené par le bureau PRX-Vietnam, avec les partenaires technique correspondant à chaque action. Un chef de projet sera recruté par le bureau PRX-Vietnam pour coordonner les activités du projet.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité du projet, chacun des partenaires s'engage à faire apparaître la contribution des autres partenaires pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ces soutiens prend la forme de l'apposition du logo des autres partenaires conformément à leurs chartes graphiques respectives.

Chacun des partenaires autorise à titre gracieux les autres partenaires à utiliser les résultats du projet (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à son action. Aucun partenaire ne revendique de droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par l'un des partenaires est interdite.

ARTICLE 6 : ENTREE EN VIGUEUR

La convention prend effet au jour de sa signature par les parties. Elle prend fin à l'issue du comité de pilotage de clôture du projet.

ARTICLE 7 : MODIFICATION ET RESILIATION

Les éventuelles modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un accord préalable entre les partenaires. Cet accord sera matérialisé par un avenant au document initial, qui stipulera les modifications correspondant aux changements apportés. La signature de chaque avenant devra être autorisée conformément aux procédures internes de chacun des partenaires.

En cas de litige, les partenaires s'engagent à rechercher une solution à l'amiable. Si aucun accord n'est trouvé, chacun des partenaires peut résilier la présente convention. La résiliation prend effet au terme d'un délai de trois mois à compter de la notification de la demande de résiliation.

Tout litige ou différend entre les partenaires relatif à l'interprétation et/ou l'exécution et/ou la résiliation et/ou à la validité de la présente convention (ou de l'une quelconque de ses clauses) qui n'aurait pu être réglé à l'amiable sera soumis aux tribunaux français compétents.

Fait en langue française et vietnamienne

Le

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Le

Le Président du Comité Populaire de Hanoi

ANNEXE 1 – BUDGET ET PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNELS

	Coût total en €	Dont valorisation
Composante 1 : Créer de la connaissance et des données concernant les trafics et la mobilité quotidienne des habitants de Hanoi pour développer une mobilité durable	126 143 €	29 043 €
Composante 2 : Accompagner Hanoi dans la réalisation et la mise en œuvre d'un plan de réorganisation et de rationalisation du réseau de bus publics	243 755 €	25 955 €
Composante 3 : Concevoir des principes d'aménagement des stations de transport en commun et de gestion de l'intermodalité	216 855 €	25 955 €
Composante transversale : Apporter un appui au DOT et ses agents techniques pour la création d'un réseau intermodal et le développement d'une politique multimodale de mobilité	221 834€	84 834 €
Pilotage		
Mobilisation partenaires IDF	69 050 €	69 050 €
Mobilisation PRX-Vietnam (personnel et locaux)	156 099 €	156 099 €
Chef(fe) de projet et soutien RH	183 500 €	0 €
<i>Sous total</i>	408 649 €	
Evaluation finale	20 000 €	0 €
Autres (missions, frais administratifs et imprévus)	103 400 €	0 €
TOTAL	1 340 636 €	390 936 €

	Montants total	numéraire	valorisation	Participation
Région Ile-de-France	300 499 €	132 600 €	167 899 €	22,40%
Comité Populaire de Hanoi	178 880 €	140 000 €	38 880 €	13,50%
Agence Française de Développement	677 100 €	677 100 €	0 €	50,50%
Partenaires FR (IDFm + IPR + IRD)	180 157 €	0 €	180 157 €	13,40%
Partenaires techniques Hanoi	4 000 €	0 €	4 000 €	0,30%
Total	1 340 636 €	949 700 €	390 936 €	100%

N° CONVENTION CVN1283 01 J

CONVENTION DE FINANCEMENT FICOL

(Facilité de financement des initiatives des collectivités françaises)

entre

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT

L'Agence

Et

LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Le Bénéficiaire

TABLE DES MATIERES

1.	DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS.....	6
1.1	Définitions	6
1.2	Interprétations	6
2.	MONTANT, DESTINATION ET CONDITIONS D'UTILISATION	6
2.1	Montant.....	6
2.2	Destination.....	6
2.3	Absence de responsabilité.....	6
2.4	Conditions suspensives	6
3.	MODALITÉS DE VERSEMENT DES FONDS	7
3.1	Demande de Versement.....	7
3.2	Modalités de versement	7
3.3	Date Limite de Versement.....	8
3.4	Lieu de versement.....	9
4.	AJOURNEMENT OU REJET DES DEMANDES DE VERSEMENT	9
4.1	Documents de Projet.....	9
4.2	Déclaration inexacte	9
4.3	Engagements et obligations	9
4.4	Illégalité	9
4.5	Changement de situation significatif et défavorable	10
4.6	Abandon ou suspension du Projet.....	10
4.7	Autorisations	10
4.8	Intervention d'une Autorité	10
5.	DÉCLARATIONS.....	10
5.1	Pouvoir et capacité.....	10
5.2	Force obligatoire.....	10
5.3	Absence de contradiction avec d'autres obligations du Bénéficiaire	11
5.4	Validité et recevabilité en tant que preuve	11
5.5	Autorisations du Projet	11
5.6	Passation de Marchés.....	11
5.7	Origine licite des fonds et Pratiques Prohibées	11
6.	ENGAGEMENTS.....	12
6.1	Autorisations.....	12
6.2	Documents de Projet.....	12
6.3	Respect des lois et des obligations.....	12
6.4	Passation des Marchés	12
6.5	Financements supplémentaires	13

6.6	Listes de Sanctions Financières et Embargo	13
6.7	Origine licite des fonds, absence de Pratiques Prohibées.....	13
6.8	Investigations.....	13
6.9	Lutte contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels	14
6.10	Responsabilité environnementale et sociale	14
6.11	Préservation du Projet et assurances.....	14
6.12	Suivi et contrôle.....	15
6.13	Evaluation externe du Projet.....	15
6.14	Contrôle - Audit :.....	15
6.15	Visibilité et communication.....	15
7.	ENGAGEMENTS D'INFORMATION.....	16
7.1	Rapports d'exécution	16
7.2	Informations complémentaires	16
7.3	Informations relatives au Bénéficiaire Final.....	17
8.	FRAIS ACCESSOIRES - ENREGISTREMENT	17
9.	DIVERS.....	17
9.1	Langue	17
9.2	Nullité partielle	17
9.3	Non Renonciation	18
9.4	Cessions	18
9.5	Valeur juridique	18
9.6	Annulation des précédents écrits	18
9.7	Avenant.....	18
9.8	Confidentialité - Communication d'informations	18
9.9	Délai de prescription.....	19
10.	NOTIFICATIONS.....	19
10.1	Communications écrites.....	19
10.2	Réception	19
11.	ENTRÉE EN VIGUEUR - DUREE -RESILIATION	20
12.	DROIT APPLICABLE, ATTRIBUTION DE JURIDICTION ET ÉLECTION DE DOMICILE	20
12.1	Droit applicable	20
12.2	Attribution de juridiction	20
12.3	Élection de domicile	20
	ANNEXE 1A - DÉFINITIONS.....	22
	ANNEXE 1B - INTERPRÉTATIONS.....	29
	ANNEXE 2 - DESCRIPTION DU PROJET.....	30
	ANNEXE 3 - PLAN DE FINANCEMENT ET BUDGET	32
	ANNEXE 4 - CONDITIONS SUSPENSIVES	33

**ANNEXE 5 – LISTE DES INFORMATIONS QUE LE BENEFICIAIRE AUTORISE
EXPRESSEMENT L'AGENCE A FAIRE PUBLIER SUR LE SITE INTERNET DU
GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET A PUBLIER SUR SON SITE INTERNET35**

CONVENTION DE FINANCEMENT

ENTRE :

LA REGION ILE DE FRANCE, représentée par Mme Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente dûment habilitée aux fins des présentes conformément à la délibération n° CP2023-241 de la Commission permanente du Conseil régional, en date du 5 juillet 2023, publiée le 5 juillet 2023 et transmise au représentant de l'Etat le 5 juillet 2023 ;

(ci-après le « **Bénéficiaire** ») ;

D'UNE PART,

ET :

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est 5, rue Roland Barthes 75598 PARIS Cedex 12, immatriculée au Registre du Commerce de Paris et des Sociétés sous le numéro 775 665 599, représentée par Julie GONNET, Responsable de la Division Territoires et Entreprises, dûment habilitée aux fins des présentes ;

(ci-après l'« **Agence** ») ;

D'AUTRE PART,

(ensemble désignés les « **Parties** » et séparément une « **Partie** »),

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE :

- (A) Conformément aux dispositions de l'article L. 1115-1 du code général des collectivités territoriales, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, dans le respect des engagements internationaux de la France, mettre en œuvre ou soutenir toute action internationale annuelle ou pluriannuelle de coopération, d'aide au développement ou à caractère humanitaire. Ils prennent en considération dans ce cadre le programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'Assemblée générale des Nations unies le 25 septembre 2015. A cette fin, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, le cas échéant, conclure des conventions avec des autorités locales étrangères.
- (B) Cela étant rappelé, le Bénéficiaire souhaite, dans ce cadre, réaliser un projet consistant à **accompagner la ville de Hanoi sur les enjeux des mobilités durables en vue d'améliorer l'intermodalité et l'attractivité des transports en commun sur son territoire** (le « **Projet** ») tel que décrit de manière plus précise à l'Annexe 2 (*Description du Projet*), et dans le respect des dispositions qui lui sont applicables, et en particulier celles du code général des collectivités territoriales.
- (C) Le Bénéficiaire a sollicité de l'Agence la mise à disposition d'une Subvention destinée au financement partiel du Projet.
- (D) Conformément à la décision d'octroi du Département Orientis n°C20230302 en date du 02/05/2023, l'Agence a accepté à la Date d'Octroi de consentir au Bénéficiaire la Subvention selon les termes et conditions ci-après.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS

1.1 Définitions

Les termes utilisés dans la Convention (en ce compris l'exposé ci-dessus et les annexes) commençant par une majuscule auront la signification qui leur est attribuée à l'Annexe 1A (- *Définitions*), sous réserve des termes définis ailleurs dans la Convention.

1.2 Interprétations

Les termes utilisés dans la Convention s'entendront de la manière précisée dans l'Annexe 1B (- *interprétations*), sauf indication contraire.

2. MONTANT, DESTINATION ET CONDITIONS D'UTILISATION

2.1 Montant

L'Agence met à la disposition du Bénéficiaire, à sa demande et sous réserve des stipulations de la Convention, notamment des stipulations de l'Article 2.4 (*Conditions suspensives*) ci-après, une Subvention d'un montant total maximum de :

Six cent soixante-dix-sept mille cent euros (677 100 EUR).

2.2 Destination

Le Bénéficiaire devra utiliser l'intégralité des fonds de la Subvention aux fins de financer les Dépenses Eligibles du Projet, tous impôts, taxes et droits de toute nature compris¹, conformément à la description du Projet spécifiée en Annexe 2 (*Description du Projet*) et au Plan de Financement spécifié en Annexe 3 (- *Plan de Financement*).

2.3 Absence de responsabilité

L'Agence ne saurait être tenue pour responsable d'une utilisation des sommes mises à disposition du Bénéficiaire non conforme aux conditions de la présente Convention.

2.4 Conditions suspensives

- (a) Le Bénéficiaire devra remettre à l'Agence au plus tard à la Date de Signature tous les documents énumérés à la Partie I de l'Annexe 4 (- *Conditions suspensives*).
- (b) Le Bénéficiaire ne pourra remettre une demande de Versement à l'Agence que si :
 - (i) en ce qui concerne un premier Versement, l'Agence a reçu tous les documents énumérés à la partie II de l'Annexe 4 (- *Conditions suspensives*), et confirmé au Bénéficiaire que ces documents sont conformes aux exigences de l'Annexe précitée et satisfaisantes sur la forme et sur le fond pour l'Agence ;
 - (ii) en ce qui concerne le second Versement, l'Agence a reçu tous les documents énumérés à la partie III de l'Annexe 4 (- *Conditions suspensives*), et confirmé au Bénéficiaire que ces documents sont conformes aux exigences de l'Annexe précitée et satisfaisantes sur la forme et sur le fond pour l'Agence ; et

¹ S'assurer du caractère raisonnable des taxes.

- (iii) pour chaque Versement, à la date de la demande de Versement, celle-ci est conforme aux stipulations de l'article 3.1 (*Demande de versement*) et les conditions stipulées dans la Convention sont remplies, notamment :
 - (1) aucun des cas visés à l'Article 4 (*Ajournement ou rejet des demandes de Versement*) n'est en cours ou susceptible d'intervenir ;
 - (2) chaque déclaration faite par le Bénéficiaire au titre de l'article 5 (*Déclarations*) est exacte ;
 - (3) s'agissant du second Versement, que les fonds de la Subvention ayant fait l'objet du premier Versement ont bien été utilisés conformément aux stipulations de la Convention.

3. MODALITÉS DE VERSEMENT DES FONDS

3.1 Demande de Versement

Sous réserve du respect des conditions visées à l'Article 2.4 (b) (*Conditions suspensives*), les fonds de la Subvention seront versés en deux Versements au Bénéficiaire, sur présentation d'une demande de Versement dûment établie.

Chaque demande de Versement devra être adressée par le Bénéficiaire à l'adresse figurant à l'Article 10.1 (*Communications écrites*).

Chaque demande de Versement ne sera considérée comme dûment établie que si tous les documents et les justificatifs nécessaires sont joints à la demande de Versement et sont conformes aux stipulations de l'Article 3.2 (*Modalités de versement*).

Si les conditions stipulées dans la Convention sont remplies, l'Agence mettra à disposition du Bénéficiaire le Versement demandé.

3.2 Modalités de versement

Les fonds seront mis à la disposition du Bénéficiaire sous la forme de deux (2) Versements sur le Compte du Bénéficiaire stipulé à l'article 3.4 (*Lieu de versement*) de la présente Convention.

La période d'éligibilité des dépenses liées au Projet est fixée de la Date d'Octroi à la Date Limite d'Utilisation des Fonds du Projet (telle que définie ci-après), date à laquelle toutes les dépenses relatives au Projet devront avoir été effectuées.

3.2.1 Premier Versement

Sous réserve du respect des conditions visées à l'article 2.4 (*Conditions suspensives*), l'Agence effectuera un premier Versement d'un montant de cinq cent quarante et un mille six cent quatre-vingt Euros (541 680 EUR) sur le Compte désigné à cet effet à l'article 3.4 (*Lieu de versement*).

3.2.2 Second Versement

Le second Versement d'un montant de cent trente-cinq mille quatre cent vingt Euros (135 420 EUR) sera effectué, à la demande du Bénéficiaire, sous réserve du respect des conditions visées à l'article 2.4 (*Conditions suspensives*).

3.2.3 Justification de l'utilisation des fonds

Le Bénéficiaire s'engage à remettre à l'Agence au plus tard à la Date Limite d'Utilisation des Fonds, une attestation signée par un représentant du Bénéficiaire

habilité à cet effet, certifiant l'utilisation de cent pour cent (100%) des fonds ayant fait l'objet des Versements, incluant un état détaillé des sommes versées au titre des Dépenses Eligibles au cours de la période considérée.

3.2.4 Taux de change applicable

Sauf disposition contraire convenue par écrit entre les Parties, les coûts encourus dans d'autres monnaies que celles utilisées dans les comptes du Bénéficiaire pour le Projet sont convertis en utilisant un taux conforme à ses pratiques habituelles de comptabilité publique, à condition qu'elles respectent les conditions suivantes :

- (a) il s'agit d'une règle comptable écrite correspondant à une pratique standard du Bénéficiaire ;
- (b) cette règle est appliquée de manière constante ;
- (c) cette règle est appliquée à tous les types de transactions ainsi qu'à toutes les sources de financement ;
- (d) la preuve de la règle comptable utilisée doit être communiquée par le Bénéficiaire sur simple demande de l'Agence ; et
- (e) les taux de change doivent être facilement accessibles pour toute vérification et tenus à la disposition de l'Agence si celle-ci en fait la demande.

3.2.5 Date Limite d'Utilisation des Fonds

Le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que le Bénéficiaire Final s'engage à ce que les fonds soient intégralement utilisés au titre des Dépenses Eligibles au plus tard à la Date d'Achèvement Technique du Projet, à l'exception des fonds utilisés pour les dépenses liées à l'évaluation externe finale du Projet au titre de l'article 6.13 (*Evaluation externe du Projet*) qui pourront être utilisés jusqu'à un (1) an après la Date d'Achèvement Technique du Projet.

3.2.6 Défaut de justification de l'usage des fonds

L'Agence sera en droit de demander au Bénéficiaire le remboursement de toute somme dont l'utilisation n'est pas dûment justifiée ou est insuffisamment justifiée au titre des Dépenses Eligibles, ainsi que de toute somme figurant au crédit du Compte du Bénéficiaire à la Date Limite d'Utilisation des Fonds. Le Bénéficiaire sera tenu de rembourser ces sommes à l'Agence dans un délai de vingt (20) jours calendaires à compter de la notification qui lui aura été faite par l'Agence.

3.2.7 Conservation des documents

Le Bénéficiaire sera tenu de conserver les justificatifs et documents divers relatifs au Projet et à l'utilisation des fonds pendant un délai de dix (10) ans commençant à courir à la Date d'Achèvement Technique. Le Bénéficiaire s'engage à remettre ces justificatifs et documents à l'Agence ou à tout cabinet d'audit désigné par l'Agence, sur simple demande de cette dernière.

3.3 Date Limite de Versement

Aucun Versement ne pourra être réalisé au-delà de la Date Limite de Versement des fonds (*cf Annexe 1A Définitions*).

La dernière demande de Versement devra parvenir à l'Agence au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la Date Limite de Versement. Au cas où cette demande serait effectuée dans

le mois précédant la Date Limite de Versement, elle devra être adressée à l'Agence par lettre recommandée avec accusé de réception.

La fraction de la Subvention qui n'aurait pas été utilisée à cette date sera annulée de plein droit.

3.4 Lieu de versement

Les fonds de la Subvention seront virés par l'Agence sur le Compte du Bénéficiaire, dont les caractéristiques sont les suivantes :

(a) Numéro de compte IBAN : FR46 3000 1000 64R7 5000 0000 086

(b) Numéro SWIFT : BDFEFRPPCCT

(c) Banque et adresse de la banque du Bénéficiaire :

- TITULAIRE : DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES REGION

- DOMICILIATION : BDF PARIS

4. **AJOURNEMENT OU REJET DES DEMANDES DE VERSEMENT**

L'Agence se réserve le droit d'ajourner ou de rejeter définitivement toute demande de Versement si l'un des événements suivants se réalise :

4.1 Documents de Projet

L'un quelconque des Documents de Projet, ou l'un quelconque des droits et obligations prévus au titre de ces documents, cesse d'être en vigueur, est l'objet d'une demande de résiliation, ou sa légalité ou sa validité ou son opposabilité sont contestées.

4.2 Déclaration inexacte

Une déclaration ou affirmation faite par le Bénéficiaire au titre des Documents de Financement, et notamment au titre de l'Article 5 (*Déclarations*) ou dans tout autre document remis par ou au nom et pour le compte du Bénéficiaire ou du Bénéficiaire Final au titre des Documents de Financement ou concernant ceux-ci, est ou se révèle avoir été délibérément inexacte ou trompeuse au moment où elle a été faite.

4.3 Engagements et obligations

Le Bénéficiaire ne respecte pas l'une quelconque des stipulations de la Convention et notamment, sans que cela soit limitatif, l'un quelconque de ses engagements pris au titre de l'Article 6 (*Engagements*) et de l'Article 7 (*Engagements d'information*) de la Convention.

4.4 Illégalité

Il est, ou devient, illégal ou impossible pour le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final d'exécuter l'une quelconque de ses obligations au titre des Documents de Financement.

L'exécution par l'Agence de l'une quelconque de ses obligations au titre de la Convention ou le Versement ou le maintien de la Subvention est ou devient illégal aux termes de la réglementation qui lui est applicable.

4.5 Changement de situation significatif et défavorable

Un événement (y compris un changement de la situation politique du pays du Bénéficiaire Final) ou une mesure susceptible d'avoir, selon l'avis de l'Agence, un Effet Significatif Défavorable est intervenu ou est susceptible d'intervenir.

4.6 Abandon ou suspension du Projet

L'un des événements suivant se réalise :

- suspension ou ajournement de la réalisation du Projet pour une période supérieure à six mois ; ou
- le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final se retire du Projet ou cesse d'y participer.

4.7 Autorisations

Une Autorisation dont le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final a besoin pour exécuter ou respecter l'une de ses obligations au titre des Documents de Financement ou ses autres obligations importantes prévues dans tout Document de Projet ou nécessaire pour le fonctionnement normal du Projet n'est pas obtenue en temps utile, est annulée, est devenue caduque ou cesse d'être pleinement en vigueur.

4.8 Intervention d'une Autorité

Une Autorité :

- au titre du contrôle de légalité, exerce un recours gracieux ou contentieux auprès du Bénéficiaire ; ou
- prend une décision de fermeture, saisit ou exproprie, en tout ou partie, les installations du Projet ou un ou plusieurs actifs du Bénéficiaire ou du Bénéficiaire Final nécessaires à la réalisation du projet ; ou
- prend possession ou le contrôle de tout ou partie des installations du Projet ou des actifs du Bénéficiaire ou du Bénéficiaire Final nécessaires à la réalisation du projet ; ou
- entreprend toute mesure qui empêcherait le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final d'exercer tout ou partie de ses activités ou opérations nécessaires à la réalisation du projet.

5. **DÉCLARATIONS**

A la Date de Signature, le Bénéficiaire fait les déclarations stipulées au présent article au profit de l'Agence. Le Bénéficiaire est réputé faire ces déclarations à la date de chaque demande de Versement.

5.1 Pouvoir et capacité

Le Bénéficiaire a la capacité de signer et d'exécuter les Documents de Financement et les Documents de Projet et d'exécuter les obligations qui en découlent, d'exercer les activités du Projet financées par la Subvention et il a effectué toutes les formalités nécessaires à cet effet.

5.2 Force obligatoire

Les obligations qui incombent au Bénéficiaire au titre des Documents de Financement sont conformes aux lois et réglementations applicables au Bénéficiaire, valables, obligatoires,

exécutoires conformément à chacun de leurs termes, lui sont opposables et peuvent être mises en œuvre en justice.

5.3 Absence de contradiction avec d'autres obligations du Bénéficiaire

La signature des Documents de Financement et l'exécution des obligations qui en découlent ne sont contraires à aucune loi ou réglementation nationale ou internationale, qui lui est applicable, ou à aucune convention ou acte obligeant le Bénéficiaire ou engageant l'un quelconque de ses actifs.

5.4 Validité et recevabilité en tant que preuve

Toutes les Autorisations nécessaires pour que :

- (a) le Bénéficiaire puisse signer les Documents de Financement et les Documents de Projet, exercer les droit et exécuter les obligations qui en découlent ; et
- (b) les Documents de Financement et les Documents de Projet soient recevables en tant que preuve devant les juridictions du Bénéficiaire,

ont été obtenues et sont en vigueur et il n'existe pas de circonstances en raison desquelles ces Autorisations pourraient être rétractées, non renouvelées ou modifiées en tout ou en partie.

5.5 Autorisations du Projet

Toutes les Autorisations du Projet ont été obtenues et sont en vigueur et il n'existe pas de circonstance en raison desquelles ces Autorisations pourraient être rétractées, non renouvelées ou modifiées en tout ou en partie.

5.6 Passation de Marchés

Le Bénéficiaire déclare avoir (i) reçu une copie des Directives pour la Passation des Marchés et (ii) pris connaissance de leurs stipulations, notamment pour ce qui concerne les actions pouvant être prises par l'Agence en cas de manquements par le Bénéficiaire à ses obligations au titre des Directives susvisées et (iii) avoir transmis une copie des Directives pour la Passation des Marchés au Bénéficiaire Final qui lui a indiqué avoir pris connaissance de leurs stipulations, notamment pour ce qui concerne les actions pouvant être prises par l'Agence en cas de manquements au titre des Directives susvisées.

Les Directives pour la Passation des Marchés ont pour le Bénéficiaire la même valeur d'engagement contractuel à l'égard de l'Agence que la présente Convention.

5.7 Origine licite des fonds et Pratiques Prohibées

Le Bénéficiaire déclare que :

- (a) les fonds investis dans le Projet, autres que ceux provenant de son budget, ne sont pas à sa meilleure connaissance d'Origine Illicite ;
- (b) le Projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l'exécution de contrats financés au moyen de la Subvention) n'a donné lieu à aucune Pratique Prohibée ;
- (c) qu'il n'a commis, ni participé à, aucun acte contrevenant aux lois applicables en matière de lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme.

6. ENGAGEMENTS

Les engagements du présent article entrent en vigueur à compter de la Date de Signature et resteront en vigueur pendant toute la durée de la Convention.

6.1 Autorisations

Le Bénéficiaire s'engage à obtenir, dans les meilleurs délais, à respecter et faire tout ce qui est nécessaire afin de maintenir en vigueur, et s'engage à faire en sorte que le Bénéficiaire Final respecte et fasse tout le nécessaire pour maintenir en vigueur toute Autorisation requise par une loi ou une réglementation applicable pour lui permettre d'exécuter ses obligations au titre des Documents de Financement ou pour assurer leur légalité, leur validité, leur opposabilité ou leur recevabilité en tant que preuve.

6.2 Documents de Projet

Le Bénéficiaire s'engage à soumettre lui-même pour information à l'Agence toute modification substantielle du Projet ainsi que toute modification du Plan de Financement et du Budget, et à demander l'accord de l'Agence préalablement à ces modifications.

Les Documents de Projet relatifs aux marchés de travaux et de prestations intellectuelles passés par le Bénéficiaire final sont transmis par le Bénéficiaire à la demande de l'Agence.

6.3 Respect des lois et des obligations

Le Bénéficiaire s'engage à respecter et s'engage à faire en sorte que le Bénéficiaire Final respecte :

- (a) toutes les lois et réglementations qui lui sont applicables et qui sont applicables au Projet, notamment en matière de publication d'informations favorisant la transparence fiscale, ainsi qu'en matière de protection de l'environnement et de sécurité et en matière de droit du travail, et en matière de prévention et de lutte contre les Pratiques Prohibées ; et
- (b) l'ensemble de ses obligations au titre des Documents de Projet auxquels il est partie.

6.4 Passation des Marchés

Dans le cadre de la passation, de l'attribution et de l'exécution des marchés conclus pour la réalisation de tout ou partie Projet, le Bénéficiaire s'engage à observer les principes de mise en concurrence et de transparence dans le respect des textes qui lui sont applicables en matière de passation de marchés. Le Bénéficiaire se porte garant du respect et de la mise en œuvre des Directives pour la Passation des Marchés par le Bénéficiaire Final.

Le Bénéficiaire s'engage en outre à accomplir tous les actes et démarches qui s'avèreraient nécessaires pour la bonne application des stipulations des Directives pour la Passation des Marchés.

En cas de non-respect par le Bénéficiaire, le Bénéficiaire Final et/ou le Maître d'ouvrage Délégué des Directives pour la Passation des Marchés, l'Agence pourra déclarer les coûts y afférents éligibles au titre de la présente Convention. Le Bénéficiaire restituera ou fera en sorte que le Bénéficiaire Final restitue à l'Agence les fonds de la Subvention utilisés pour le règlement de ces coûts éligibles.

Par dérogation aux Directives pour la Passation des Marchés de l'Agence, les avis de non-objection relatifs à la passation de marchés seront donnés par le Bénéficiaire.

6.5 Financements supplémentaires

Le Bénéficiaire s'engage à soumettre à l'agrément préalable de l'Agence toute modification du Plan de Financement et, en cas de surcoût par rapport au Plan de Financement, à mettre en place les financements nécessaires pour couvrir tout dépassement, à des conditions jugées satisfaisantes par l'Agence.

6.6 Listes de Sanctions Financières et Embargo

Le Bénéficiaire s'engage :

- (a) à ce qu'aucun fonds ni ressource économique du Projet ne soit mis, directement ou indirectement, à la disposition ou dégagé au profit de personnes, groupes ou entités figurant sur l'une quelconque des Listes de Sanctions Financières ;
- (b) à ne pas acquérir, acheter, fournir, financer de matériel et de service et/ou à ne pas intervenir dans des secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.

6.7 Origine licite des fonds, absence de Pratiques Prohibées

Le Bénéficiaire s'engage, et s'engage à faire en sorte que le Maître d'Ouvrage Délégué s'engage :

- (a) à s'assurer que les fonds, autres que ceux provenant de son budget, investis dans le Projet ne soient pas à sa meilleure connaissance d'Origine Illicite.
- (b) à ce que le Projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l'exécution de contrats financés au moyen de la Subvention) ne donne lieu à aucune Pratique Prohibée ;
- (c) dès qu'il a connaissance d'une Pratique Prohibée ou qu'il suspecte de tels actes ou de telles pratiques, à informer sans délai l'Agence ;
- (d) dans le cas ci-dessus ou à la demande de l'Agence, si cette dernière suspecte des Pratiques Prohibées, à prendre les mesures nécessaires pour qu'il y soit remédié à la satisfaction de l'Agence dans le délai imparti par celle-ci ; et
- (e) à avertir sans délai l'Agence s'il a connaissance d'informations faisant peser des soupçons sur l'Origine Illicite des fonds investis dans le Projet.

6.8 Investigations

Le Bénéficiaire s'engage et s'engage à faire en sorte que le Bénéficiaire Final et/ou le Maître d'Ouvrage Délégué s'engage, à permettre à l'Agence ou à tout tiers mandaté par celui-ci, de mener une enquête en cas d'allégation de Pratique Prohibée. À cet effet, l'Agence ou tout tiers mandaté par lui est autorisé notamment à :

- (a) s'entretenir avec toute personne qui pourrait disposer d'informations au sujet d'une allégation de Pratique Prohibée ;
- (b) mener des audits et des contrôles, sur pièce et sur place, comme l'Agence le jugerait utile, et notamment à avoir accès aux livres et écritures comptables ou à toute autre documentation relative au Projet détenus par le Bénéficiaire ou par toute personne ou entité en relation avec le Projet ;
- (c) effectuer des visites des lieux, installations et travaux concernés par le Projet ; et

- (d) réaliser toutes démarches et actions nécessaires à ces enquêtes.

Le Bénéficiaire s'engage, et s'engage à faire en sorte que le Bénéficiaire Final et/ou le Maître d'Ouvrage Délégué s'engage, à ce que les dossiers d'appels d'offres, les contrats et sous-contrats financés par les fonds de la Subvention permettent l'application du présent Article.

Le non-respect de cet Article par le Bénéficiaire pourrait, à la discrétion de l'Agence, être constitutif de Pratique Non-Coopérative.

6.9 Lutte contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels

Le Bénéficiaire s'engage à se doter de tous les moyens nécessaires pour lutter avec fermeté contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels. Il s'engage à mettre en œuvre des mécanismes de prévention, de suivi et de réaction efficaces. Le Bénéficiaire informera du contenu du présent article les partenaires locaux qui mettent en œuvre les activités directement auprès des bénéficiaires finaux.

6.10 Responsabilité environnementale et sociale

Afin de promouvoir un développement durable, les parties conviennent qu'il est nécessaire d'encourager le respect de normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale et parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que le Bénéficiaire Final s'engage :

Dans l'exercice de ses activités :

- (a) à respecter les normes internationales en matière de protection de l'environnement et de droit du travail, dont les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales en matière d'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays de réalisation du Projet.

Dans le cadre du Projet :

- (b) à introduire dans les marchés et, le cas échéant, les dossiers d'appel d'offres, une clause aux termes de laquelle les entreprises s'engagent à observer ces normes en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le Projet. Ces engagements devront s'étendre à leurs éventuels sous-traitants. L'Agence se réserve la faculté de demander au Bénéficiaire un rapport sur les conditions environnementales et sociales dans lesquelles se déroulera le Projet ;
- (c) à mettre en œuvre les mesures spécifiques au Projet telles qu'elles ont été définies dans le cadre de la démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux du Projet à savoir les mesures définies dans la notice d'impact environnemental et social.
- (d) à exiger des entreprises sélectionnées pour réaliser le Projet qu'elles appliquent les normes en vigueur et ces mesures d'atténuation, qu'elles fassent respecter par leurs éventuels sous-traitants l'ensemble de ces mesures et, qu'en cas de manquement, elles prennent toutes les mesures appropriées.

6.11 Préservation du Projet et assurances

Le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que le Bénéficiaire Final s'engage :

- (a) à mettre en œuvre le Projet en conformité avec les principes généralement admis en termes de prudence ainsi qu'en accord avec les normes et standards techniques en vigueur ; et
- (b) à maintenir les actifs du Projet en conformité avec la législation et la réglementation applicable et en bon état de fonctionnement et à les utiliser conformément à leur destination et aux lois et règlements applicables.

6.12 Suivi et contrôle

Le Bénéficiaire autorise - et fera en sorte que le Bénéficiaire Final autorise - l'Agence à effectuer ou à faire effectuer des missions de suivi et contrôle ayant notamment pour objet la conformité des processus de passation des marchés à ses Directives, l'évaluation des conditions de réalisation et d'exploitation du Projet et l'appréciation des impacts et de l'atteinte des objectifs du Projet.

Le Bénéficiaire s'engage - et fera en sorte que le Bénéficiaire Final s'engage - à accueillir ces missions dont la périodicité et les conditions de déroulement, seront déterminées par l'Agence, après consultation du Bénéficiaire et du Bénéficiaire Final.

Le Bénéficiaire s'engage à conserver, et à maintenir - et à faire en sorte que le Bénéficiaire Final conservent et maintiennent - à la disposition de l'Agence, pendant une durée de dix (10) ans à compter de la Date d'Achèvement Technique, l'intégralité de la documentation relative au Projet et en particulier l'ensemble des pièces justificatives des dépenses du Projet.

6.13 Evaluation externe du Projet

Le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que le Bénéficiaire Final s'engage à ce que le Programme fasse l'objet d'une évaluation externe finale portant sur l'ensemble du Projet. Cette évaluation sera réalisée par un consultant indépendant sélectionné par le Bénéficiaire et de bonne réputation, après avis de non-objection de l'Agence sur les termes de référence de la mission d'évaluation. L'Agence dispose d'un délai d'un (1) mois pour émettre un avis de non-objection à compter de la communication écrite des informations par le Bénéficiaire.

Les coûts de l'évaluation seront imputés sur les fonds de la Subvention. L'évaluation devra contrôler, notamment, que les fonds de la Subvention versés au Bénéficiaire ont été utilisés conformément aux stipulations de la présente Convention.

Le rapport d'évaluation finale devra être disponible au plus tard douze (12) mois après la Date d'Achèvement Technique du Projet.

6.14 Contrôle - Audit :

Le Bénéficiaire est informé que l'Agence pourra réaliser ou faire réaliser à ses frais un audit financier du Projet.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que le Bénéficiaire Final s'engage à accueillir ces missions d'audit dont la périodicité et les conditions de déroulement, sur pièces et sur place, seront déterminées par l'Agence, après consultation du Bénéficiaire et du Bénéficiaire Final.

6.15 Visibilité et communication

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre des actions de visibilité et de communication liées à la réalisation du Projet conformément aux termes du Guide de Visibilité et de Communication et reconnaît en avoir pris pleinement connaissance.

Au sens du Guide de Visibilité et de Communication, le Projet est soumis à des obligations de visibilité et de communication de niveau 1.

7. ENGAGEMENTS D'INFORMATION

Les engagements du présent article entrent en vigueur à compter de la Date de Signature et resteront en vigueur pendant toute la durée de la Convention.

7.1 Rapports d'exécution

Le Bénéficiaire fournira :

- (a) dans les dix-huit mois après la signature de la convention de financement, un premier rapport d'exécution technique et financière intermédiaire, dont le modèle aura été communiqué par l'Agence qui fera l'objet d'un Avis de non-Objection de la part de l'Agence ;
- (b) pour le second versement, une note complémentaire au rapport d'exécution intermédiaire dès l'atteinte des 80% de réalisation des dépenses du premier versement qui fera l'objet d'un Avis de non-Objection de la part de l'Agence ;
- (c) un rapport final d'exécution technique et financière dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la Date d'Achèvement Technique. Ce rapport devra comporter un état détaillé de toutes les sommes versées au titre des Dépenses Eligibles du Projet et fera l'objet d'un Avis de non-Objection de la part de l'Agence ;
- (d) un rapport d'évaluation externe final dans un délai maximum de douze (12) mois suivant la Date d'Achèvement Technique du Projet, accompagné d'une attestation signée par un représentant habilité du Bénéficiaire certifiant l'utilisation de cent pour cent (100 %) des fonds versés au titre de la Subvention conformément à l'Article 3.2.3 (*Justification de l'utilisation des fonds*).

Ces rapports d'exécution devront notamment inclure un état détaillé des dépenses réalisées au titre du Projet.

7.2 Informations complémentaires

Le Bénéficiaire communiquera à l'Agence :

- (a) sans délai après en avoir eu connaissance, tout événement constitutif ou susceptible de constituer un cas d'ajournement ou de rejet d'une demande de Versement ou d'avoir un Effet Significatif Défavorable, la nature de cet événement et les démarches entreprises, le cas échéant, pour y remédier ;
- (b) dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance, tout incident ou accident en relation directe avec la réalisation du Projet qui pourrait avoir un impact significatif sur l'environnement ou sur les conditions de travail de ses employés ou de ses contractants ou ceux du Bénéficiaire Final travaillant à la réalisation du Projet, la nature de cet incident ou accident, et les démarches entreprises ou à entreprendre, le cas échéant, par le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final pour y remédier ;
- (c) dans les meilleurs délais toute décision ou événement de nature à affecter sensiblement l'organisation, la réalisation ou le fonctionnement du Projet ;
- (d) pendant toute la période de réalisation des prestations de service, notamment études et missions de contrôle, si le Projet en comporte, les rapports provisoires et les rapports définitifs établis par les prestataires de services et, après réalisation des prestations, un rapport général d'exécution ;

- (e) dans les meilleurs délais, toute autre information ou toutes pièces justificatives sur les conditions d'exécution des contrats et des Documents de Projet, que l'Agence pourra raisonnablement lui demander ;
- (f) dans les meilleurs délais, sur demande de l'Agence, pendant toute la durée de la relation d'affaires, tout document ou information sur le Bénéficiaire, pour permettre à l'Agence de remplir ses obligations légales en matière de connaissance du Bénéficiaire au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, notamment dans le cadre de l'actualisation des éléments de connaissance du Bénéficiaire.

7.3 Informations relatives au Bénéficiaire Final

Le Bénéficiaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que le Bénéficiaire Final, pendant la période de réalisation et d'exploitation du Projet :

- (a) communique à l'Agence, à sa demande, ses documents financiers ou budgétaires annuels dès leur approbation ainsi que tout renseignement que l'Agence pourra raisonnablement demander sur sa situation financière ;
- (b) adresse à l'Agence, à sa demande, les procès-verbaux des délibérations et les rapports des organes délibérants ainsi que, le cas échéant, les rapports d'audit comptable ou tout rapport sur l'exécution et le contrôle de ses exercices budgétaires et financiers.

8. **FRAIS ACCESSOIRES - ENREGISTREMENT**

Seront considérés comme frais accessoires à la charge du Bénéficiaire tous les frais et autres dépenses raisonnables résultant de la négociation, la préparation, la signature et l'exécution de la Convention, dont les commissions et frais afférents au transfert des fonds entre la place de Paris et toute autre place déterminée en accord avec l'Agence.

Les frais accessoires qui seraient réglés par l'Agence seront considérés comme réalisation de la Subvention et imputés sur le solde disponible de celle-ci.

9. **DIVERS**

9.1 Langue

La langue de la Convention est le français. Si une traduction en est effectuée, seule la version française fera foi en cas de divergence d'interprétation des dispositions de la Convention ou en cas de litige entre les Parties.

Toute communication ou document fourni au titre de, ou concernant, la Convention, devra être rédigé en français.

S'il ne l'est pas, et si l'Agence le demande, il devra être accompagné d'une traduction certifiée en français, et dans cette hypothèse, la traduction française prévaudra, sauf dans le cas d'un texte légal ou d'un autre document ayant un caractère officiel.

9.2 Nullité partielle

Si, à tout moment, une stipulation de la Convention est ou devient nulle, la validité des autres stipulations de la Convention n'en sera pas affectée.

9.3 Non Renonciation

L'Agence ne sera pas considérée comme ayant renoncé à un droit au titre de la Convention du seul fait qu'elle s'abstient d'exercer ce droit ou qu'elle retarde l'exercice de ce droit.

L'exercice partiel d'un droit n'est pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par la loi.

Les droits et recours stipulés dans la Convention sont cumulatifs et non exclusifs des droits et recours prévus par la loi.

9.4 Cessions

Le Bénéficiaire ne pourra céder de quelque manière que ce soit tout ou partie de ses droits et/ou obligations au titre de la Convention sans accord préalable écrit de l'Agence.

9.5 Valeur juridique

Les Annexes ci-jointes, les Directives pour la Passation des Marchés et l'exposé préalable ci-dessus font partie intégrante de la Convention dont ils ont la même valeur juridique.

9.6 Annulation des précédents écrits

La Convention, à compter de la date de sa signature, représente la totalité de l'accord des Parties relativement à l'objet de celle-ci et, en conséquence, annule et remplace tous documents antérieurs qui auraient pu être échangés ou communiqués dans le cadre de la négociation de la Convention.

9.7 Avenant

Aucune stipulation de la Convention ne pourra faire l'objet d'une modification ou d'un avenant sans le consentement des Parties, et toute modification fera l'objet d'un avenant écrit.

9.8 Confidentialité - Communication d'informations

- (a) Chaque Partie s'interdit de divulguer le contenu de la Convention, sans l'accord préalable de l'autre Partie, à tout tiers autre que :
 - (i) toute personne à l'égard de laquelle elle aurait une obligation de divulgation du fait de la loi, d'une réglementation applicable ou d'une décision de justice ;
 - (ii) le Bénéficiaire Final pour les besoins du Projet.
- (b) De plus, l'Agence peut transmettre toute information ou documents en relation avec le Projet : (i) à des auditeurs, commissaires aux comptes, agences de notation, conseillers ou organes de contrôle ; et (ii) à toute personne ou entité dans l'objectif de prendre des mesures conservatoires ou de protéger les droits de l'Agence acquis au titre de la Convention et (iii) à tout Co-Financier.
- (c) Le Bénéficiaire s'engage à ce que dans sa communication relative au Projet (informations présentes sur son site internet, actions de visibilité auprès du public français ou étranger) soit fait mention du financement de l'Agence.
- (d) En outre, le Bénéficiaire autorise expressément l'Agence :
 - (i) à communiquer au gouvernement français pour publication sur son site officiel, afin de satisfaire aux demandes de transparence de l'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide ; et

- (ii) à publier sur son site Internet, les informations relatives au Projet et à son financement, énumérées à l'annexe 5 (*Liste des informations que le Bénéficiaire autorise expressément l'Agence à faire publier sur le site du gouvernement français et à publier sur son site internet*).

9.9 Délai de prescription

Le délai de prescription applicable aux Documents de Financement sera de dix (10) ans à compter de la Date d'Achèvement Technique.

10. NOTIFICATIONS

10.1 Communications écrites

- (a) Toute notification, demande ou communication au titre de la Convention ou concernant celle-ci devra être faite par écrit et, sauf stipulation contraire, par courrier électronique ou lettre envoyée aux coordonnées suivantes :

Pour le Bénéficiaire :

RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Adresse : 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Téléphone : 01 53 85 52 20

Adresse électronique : pauline.may@iledefrance.fr

A l'attention de : Pauline MAY

Pour l'Agence :

AFD SIEGE

Adresse : 5, Rue Roland Barthes 75598 PARIS Cedex 12

Téléphone : 01 53 44 31 31

Adresse électronique : moutonf@afd.fr

A l'attention de : Florence Mouton

Département des Partenariats / Division Territoires et Entreprises

ou toute autre adresse, nom de service ou de responsable qu'une Partie indiquera à l'autre moyennant un préavis d'au moins cinq (5) Jours Ouvrés.

- (b) Les Parties devront s'aviser mutuellement de tout changement concernant leurs coordonnées respectives.

10.2 Réception

Toute notification, demande ou communication faite, ou tout document envoyé au titre de la Convention ou concernant celle-ci, produira ses effets :

- (a) s'il s'agit d'un courrier électronique, lorsqu'il aura été reçu sous une forme lisible ;
- (b) s'il s'agit d'une lettre, lorsqu'elle aura été déposée à la bonne adresse ;

et, au cas où il a été spécifié un service ou un responsable, à condition que la communication soit adressée à ce service ou à ce responsable.

11. ENTRÉE EN VIGUEUR - DUREE -RESILIATION

- 11.1 La Convention entre en vigueur après sa signature par les deux parties, laquelle ne peut intervenir qu'après la publication ou l'affichage de la délibération n° CP2023-241 en date du 5 juillet 2023 de la Commission permanente du Conseil régional l'approuvant, ainsi que de sa transmission au contrôle de légalité, sous réserve que l'ensemble des formalités nécessaires au regard du droit applicable au Bénéficiaire pour garantir la validité de la Convention aient été réalisées de manière jugée satisfaisante par l'Agence. Elle restera en vigueur dans un délai de deux (2) ans à compter de la date de remise par le Bénéficiaire du rapport final d'exécution technique et financière visé à l'article 7.1 de la présente Convention.
- 11.2 Nonobstant ce qui précède, les stipulations de l'Article 9.8 (Confidentialité - Communication d'informations) continueront à produire leurs effets pendant une période de cinq (5) ans suivant la date mentionnée à l'alinéa précédent.
- 11.3 L'Agence se réserve le droit de résilier la Convention sans formalité particulière et après une mise en demeure si le premier Versement n'a pas eu lieu au plus tard dans le délai de dix-huit (18) mois commençant à courir à la date d'octroi de la Subvention mentionnée au paragraphe (D) du Préambule.
- 11.4 De plus, l'Agence se réserve la faculté de résilier la Convention si l'un des événements visés à l'Article 4 (*Ajournement ou rejet des demandes de Versement*) se réalisait.

Le Bénéficiaire en sera informé par lettre recommandée de l'Agence et s'engage, à la demande de cette dernière, et dans le cas où un ou plusieurs manquements lui seraient imputables, à lui reverser tout ou partie des fonds de la Subvention.

12. DROIT APPLICABLE, ATTRIBUTION DE JURIDICTION ET ÉLECTION DE DOMICILE

12.1 Droit applicable

La Convention est régie par le droit français.

12.2 Attribution de juridiction

Tous différends découlant de la Convention ou en relation avec celle-ci seront portés devant le Tribunal compétent de Paris.

12.3 Élection de domicile

Sans préjudice des dispositions légales applicables, le Bénéficiaire élit irrévocablement domicile à l'adresse indiquée à l'Article 10 (*Notifications*) et l'Agence, à l'adresse « AFD SIEGE » également indiquée à l'Article 10 (*Notifications*), pour les besoins de la signification des documents judiciaires et extrajudiciaires à laquelle pourrait donner lieu toute action ou procédure mentionnée ci-dessus.

²Fait en deux (2) exemplaires originaux, à PARIS, le

LE BÉNÉFICIAIRE

Représenté par :

Mme Valérie Pécresse

Présidente du Conseil Régional d'Ile de France

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT

Représentée par :

Mme Julie Gonnet

Responsable de la Division Territoires et Entreprises

² Page de signature à mettre sur une page impaire, vierge au verso, avec espace suffisant entre les deux parties

ANNEXE 1A- DÉFINITIONS

Actes de Corruption	<p>désigne les actes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un Agent Public, ou à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses fonctions officielles ou de ses fonctions légales, contractuelles ou professionnelles ayant pour effet d'influer sur ses propres actions ou celles d'une autre personne ou entité ; (ii) le fait pour un Agent Public ou pour toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, de solliciter ou d'accepter de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses fonctions officielles ou de ses fonctions légales, contractuelles ou professionnelles ayant pour effet d'influer sur ses propres actions ou celles d'une autre personne ou entité.
Acte(s) de Terrorisme	<p>désigne :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) tout acte prohibé par les Conventions et Protocoles des Nations Unies relatifs à la lutte contre le terrorisme (pouvant être consultés depuis le site : http://legal.un.org/ola/FR/Default.aspx) ; ou (ii) toute infraction visée aux articles 3 à 10 de la Directive (UE) 2017/541 du 15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme ; ou (iii) tout autre acte destiné à tuer ou blesser grièvement un civil ou toute autre personne qui ne participe pas directement aux hostilités dans une situation de conflit armé, lorsque, par sa nature ou son contexte, cet acte vise à intimider une population ou à contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque.
Agent Public	<p>désigne toute personne qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, toute autre personne définie comme agent public dans le droit interne du Bénéficiaire, tout autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public,</p>
Annexe(s)	<p>désigne la ou les annexe(s) à la présente convention.</p>

Autorisation(s)	désigne tous les accords, inscriptions, dépôts, conventions, certifications, attestations, autorisations, approbations, permis et/ou mandats, ou dispenses de ces derniers, obtenus ou effectués auprès d'une Autorité, qu'ils soient accordés par un acte explicite ou réputés accordés en l'absence de réponse après un délai déterminé.
Autorisation(s) du Projet	désigne les Autorisations nécessaires pour que (i) le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final puisse réaliser le Projet et signer les Documents de Projet auxquels ils sont parties, exercer les droits et exécuter les obligations qui en découlent, et que (ii) les Documents de Projet auxquels le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final est partie soient recevables en tant que preuve devant les juridictions du pays du Bénéficiaire ou devant les instances arbitrales compétentes.
Autorité(s)	désigne tout gouvernement ou tout corps, département, commission exerçant une prérogative publique, administration, tribunal, agence ou entité de nature étatique, gouvernementale, administrative, fiscale ou judiciaire.
Bénéficiaire final	Désigne la collectivité étrangère chargée pour son propre compte de l'exécution du Projet et propriétaire et maître d'ouvrage du Projet, à savoir le Comité Populaire de Hanoi.
Blanchiment de Capitaux	désigne : (i) le fait de faciliter, par tout moyen, la justification mensongère l'origine des biens ou des revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect ; ou (ii) le fait d'apporter un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit.
Budget	Désigne le Budget du Projet tel que joint en Annexe 3- Plan de Financement et Budget.
Co-Financement(s)	Désigne les contributions apportées en subvention ou en valorisation par les Partenaires du Projet, à savoir : La Région Île-de-France ; Le Comité Populaire de Hanoi ; Île-de-France Mobilités L'Institut Paris Région (IPR) ; Institut de Recherche pour le Développement
Compte du Bénéficiaire	désigne le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires figurent à l'article 3.4 de la Convention.

Convention	désigne la présente convention de financement, y compris son exposé préalable, ses annexes ainsi que, le cas échéant, ses avenants ultérieurs.
Date d’Achèvement Technique	désigne la date de l’achèvement technique du Projet, qui est prévue le 31 mars 2027.
Date d’Octroi	désigne la date à laquelle l’octroi de la subvention est approuvé par l’instance compétente de l’Agence, telle que mentionnée au paragraphe (D) du Préambule. Cette date correspond à la date de démarrage du projet.
Date de Signature	désigne la date de signature de la Convention par toutes les Parties.
Date Limite d’Utilisation des Fonds	désigne la date intervenant 1 an après la Date d’Achèvement Technique telle que définie à l’article 3.2.5 de la Convention
Date Limite de Versement	désigne la date au-delà de laquelle aucun Versement ne pourra plus intervenir. Elle est fixée à six (6) mois avant la Date d’Achèvement Technique du Projet, soit au 30 septembre 2026.
Directives pour la Passation des Marchés	désigne les stipulations contractuelles contenues dans le document intitulé "Directives pour la Passation des Marchés financés par l’AFD dans les Etats étrangers", tel qu'en vigueur à la Date de Signature, disponibles sur le Site Internet et dont une copie a été remise au Bénéficiaire.
Documents de Financement	désigne la Convention ainsi que tous documents s’y rapportant directement.
Dépense(s) Eligible(s) du Projet	désigne les dépenses du Projet telles que précisées à l’Article 2.2 et en Annexe 3.
Documents de Projet	<p>désignent l’ensemble des documents, notamment contractuels, remis ou à remettre ou signés par le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final dans le cadre de la réalisation du Projet, à savoir les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le dossier de financement relatif au Projet et ses annexes – Une convention opérationnelle signée spécifique au projet entre la Région Île-de-France et le Comité populaire de Hanoi, – Une convention de partenariat pour le versement de la subvention de la Région Île-de-France à Expertise France pour la mise en œuvre du projet ; – Une convention de partenariat (opérationnelle et financière) entre la Région Île-de-France et l’Institut Paris Région ;

	<ul style="list-style-type: none"> – Une convention de subvention entre la Région Île-de-France et l’Institut de Recherche pour le Développement ; – Une convention de partenariat spécifique au projet entre la Région Île-de-France et Île-de-France Mobilités ; – un compte-rendu trimestriel des activités réalisées sur les trois derniers mois, celles à réaliser dans les trois prochains mois et les obstacles, difficultés, retards ou ajustements éventuels rencontrés ; – les études et documents produits par le Projet.
Effet Significatif Défavorable	<p>désigne un effet significatif défavorable sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le Projet de nature à compromettre la poursuite du Projet conformément aux Documents de Financement et des Documents du Projet ; – l'activité, les actifs, la situation financière du Bénéficiaire, ou sa capacité à respecter ses obligations au titre des Documents de Financement et des Documents du Projet ; ou – la validité ou la force exécutoire de tout Document de Financement ou de tout Document du Projet.
Embargo	désigne toute sanction de nature commerciale visant à interdire les importations et ou les exportations (fourniture, vente ou transfert) d’un ou plusieurs types de biens, de produits ou de services à destination et/ou provenance d’un Etat pour une période déterminée, et telle que publiée et modifiée par les Nations Unies, l’Union Européenne ou la France
Euro(s) ou EUR	désigne la monnaie unique européenne des États membres de l’Union Économique et Monétaire européenne, dont la France, et ayant cours légal dans ces États.
Financement du Terrorisme	désigne le fait de fournir ou de réunir, directement ou indirectement, des fonds ou de gérer des fonds dans l'intention de les voir utilisés ou en sachant qu'ils vont être utilisés en vue de commettre un Acte de Terrorisme.
Fraude	désigne toute manœuvre (action ou omission), qu’elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer les règles internes de la société afin d’obtenir un bénéfice illégitime.

Fraude contre les Intérêts Financiers de l'Union Européenne	désigne tout acte ou omission intentionnel visant à causer un préjudice au budget de l'Union européenne et consistant (i) en l'usage ou la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets ayant pour effet la perception ou la rétention indue de fonds ou la diminution illégale de ressources provenant du budget général de l'Union Européenne, (ii) en la non-communication d'une information ayant le même effet et (iii) en un détournement de tels fonds à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont initialement été octroyés.
Guide de Visibilité et de Communication	Désigne l'ensemble des règles contractuelles s'imposant au Bénéficiaire et relatives à la communication et à la visibilité des projets financés par l'AFD contenues dans le document intitulé « Guide de visibilité pour les projets soutenus par l'AFD – Niveau 1 » ou « Guide de communication pour les projets soutenus par l'AFD – Niveau 2 » selon le cas, dont une copie a été remise au Bénéficiaire à la signature.
Listes de Sanctions Financières	<p>désignent, les listes de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la France à des sanctions financières.</p> <p>A titre d'information uniquement, et sans que le Bénéficiaire puisse se prévaloir des références ci-dessous :</p> <p>Pour les Nations Unies, l'Union européenne et la France, la liste unique de gels des avoirs peut être consultée à l'adresse suivante : https://gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr/List</p>
Mauvais Usage de Fonds ou Actifs de l'AFD	désigne l'utilisation non conforme, inappropriée et/ou abusive des ressources, biens ou actifs appartenant au Prêteur, faite sciemment, par imprudence ou par négligence.
Origine Illicite	<p>Désigne une origine de fonds provenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) d'infractions sous-jacentes au blanchiment telles que désignées, par le glossaire des 40 recommandations du GAFI sous « catégories désignées d'infractions » (https://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/recommendations/pdfs/FATF%20Recommendations%202012.pdf) ; (ii) d'Actes de Corruption ; ou (iii) de la Fraude aux Intérêts Financiers des Communautés Européennes, les cas échéant.
Plan de Financement	désigne le plan de financement du Projet tel que joint en Annexe 3- Plan de Financement.
Pratiques Anticoncurrentielles	<p>Désigne :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) toute action concertée ou tacite ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à

	<p>: 1° limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ; 2° faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ; 3° limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ; 4° répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement.</p> <p>(ii) toute exploitation abusive par une entreprise ou un groupe d'entreprises d'une position dominante sur un marché intérieur ou sur une partie substantielle de celui-ci.</p> <p>(iii) toute offre de prix ou pratique de prix de vente abusivement bas, dont l'objet ou l'effet est d'éliminer d'un marché ou d'empêcher d'accéder à un marché une entreprise ou l'un de ses produits.</p>
Pratique(s) Prohibée(s)	désigne les Pratiques Anticoncurrentielles, les Actes de Corruption, la Fraude, la Fraude aux Intérêts Financiers de l'Union Européenne, les Pratiques Non-Coopératives, le Mauvais Usage de Fonds ou Actifs de l'AFD, ainsi que toute violation de toute loi applicable relative à la lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme.
Pratiques Non-Coopératives	<p>désigne :</p> <p>(i) le fait de détruire, falsifier, modifier, dissimuler ou refuser (de manière non raisonnable) de divulguer des éléments de preuve ou tous autres informations, documents ou registres dont la communication est sollicitée dans le cadre d'une enquête du Prêteur portant sur des Pratiques Prohibées, potentielles ou avérées, dans le but d'entraver cette enquête de manière significative; ou le fait de faire de fausses déclarations dans le but d'entraver de manière significative une enquête portant des Pratiques Prohibées, potentielles ou avérées ;</p> <p>(ii) le fait de menacer, harceler ou intimider toute partie dans le but de l'empêcher de divulguer des informations dont cette dernière a connaissance dans le cadre d'une enquête menée par le Prêteur ou dans le but d'empêcher le Prêteur de poursuivre une enquête ; ou</p> <p>(iii) tous les actes visant à entraver de manière significative l'exercice des droits contractuels du Prêteur en matière d'audit, d'inspection ou d'accès aux informations requises dans le cadre d'une enquête portant sur des Pratiques Prohibées, potentielles ou avérées.</p>
Prestation(s)	désigne les études et/ou prestations d'assistance technique à réaliser dans le cadre du Projet, telles que décrites en Annexe 2 (- <i>DESCRIPTION DU PROJET</i>).
Projet	désigne le projet tel que décrit en Annexe 2 (- <i>DESCRIPTION DU PROJET</i>).
Site Internet	désigne le site Internet de l'AFD http://www.afd.fr/ ou tout autre site Internet qui le remplacerait.

Subvention	désigne le concours sous forme de don mis à la disposition du Bénéficiaire par l'Agence en vertu des présentes et pour le montant maximum stipulé à l'Article 2.1 (<i>Montant</i>).
Versement(s)	désigne le ou les Versement(s) d'une partie ou de la totalité des fonds mis à disposition du Bénéficiaire par l'Agence au titre de la Subvention dans les conditions prévues à l'Article 3 (<i>Modalités de Versement des fonds</i>).

ANNEXE 1B - INTERPRÉTATIONS

- (a) "actifs" s'entend des biens, revenus et droits de toute nature, présents ou futurs ;
- (b) toute référence au « Bénéficiaire », une "Partie" ou à l'Agence inclut ses successeurs, cessionnaires et ayant-droits ;
- (c) toute référence à la Convention, une autre convention ou tout autre acte s'entend de ce document tel qu'éventuellement amendé, réitéré ou complété et inclut, le cas échéant, tout acte qui lui serait substitué par voie de novation, conformément à la Convention ;
- (d) "garantie" s'entend de tout cautionnement, de tout aval ou de toute garantie autonome ;
- (e) "personne" s'entend de toute personne, toute entreprise, toute société, tout gouvernement, tout État ou tout démembrement d'un État, ainsi que de toute association ou groupement de plusieurs de ces personnes, ayant ou non la personnalité morale ;
- (f) "réglementation" désigne toute législation, toute réglementation, tout règlement, tout arrêté, toute instruction ou circulaire officielle, toute exigence, décision ou recommandation (ayant ou non force obligatoire) émanant de toute entité gouvernementale, intergouvernementale ou supranationale, de toute autorité de tutelle, autorité administrative indépendante, agence, direction, ou autre division de toute autre autorité ou organisation (en ce compris toute réglementation émanant d'un établissement public industriel et commercial) ayant un effet sur la Convention ou sur les droits et obligations d'une Partie ;
- (g) toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'éventuellement amendée ;
- (h) sauf stipulation contraire, toute référence à une heure du jour s'entend de l'heure à Paris ;
- (i) les titres des Chapitres, Articles et Annexes sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation de la Convention ;
- (j) sauf stipulation contraire, un terme utilisé dans un autre acte en relation avec la Convention ou dans une notification au titre de la Convention aura la même signification que dans la Convention ;
- (k) une référence à un Article ou une Annexe est une référence à un Article ou une annexe de la Convention.

ANNEXE 2 - DESCRIPTION DU PROJET

Le Projet a pour objectif d'améliorer l'attractivité des transports en commun à Hanoi. Cet objectif sera recherché à travers un appui de la Région Île-de-France auprès de la ville de Hanoi sur les enjeux des mobilités durables en vue d'améliorer l'intermodalité et l'attractivité des transports en commun à Hanoi, notamment le métro et le bus.

DESCRIPTION DES COMPOSANTES DU PROJET

Composante 1 : Créer de la connaissance et des données concernant les trafics et la mobilité quotidienne des habitants de Hanoi pour développer une mobilité durable

Cette composante inclut toute activité nécessaire à créer de la connaissance sur la mobilité quotidienne des habitants de Hanoi pour être en mesure d'intervenir de manière pertinente sur l'amélioration de l'offre de transports publics et en particulier, mais de manière non exhaustive la réalisation d'une enquête ménages-déplacements, l'organisation d'un séminaire sur les données de mobilité et le développement d'un outil de communication accessible auprès de la population.

Composante 2 : Accompagner Hanoi dans la réalisation et la mise en œuvre d'un plan de réorganisation et de rationalisation du réseau de bus publics

Cette composante inclut toute activité nécessaire à créer les conditions pour les échanges entre modes de transport métro/BRT/bus et en particulier, mais de manière non exhaustive, la réalisation de diagnostic urbain et mobilité et la restructuration du réseau de bus.

Composante 3 : Concevoir des principes d'aménagement des stations de transport en commun et de gestion de l'intermodalité

Cette composante inclut toute activité nécessaire à améliorer, aux stations, la qualité de service du réseau de bus urbains et l'intermodalité et en particulier, mais de manière non exhaustive, la réalisation d'une étude de diagnostic et de typologie des stations de bus, l'élaboration de principes d'aménagement de stations de bus et la réalisation d'aménagements pilotes de stations de bus.

Composante transversale : Apporter un appui au DOT et ses agents techniques pour la création d'un réseau intermodal et le développement d'une politique multimodale de mobilité

Cette composante inclut toute activité nécessaire à créer une relation de partenariat et d'échange entre pairs, entre le Département des Transports de Hanoi et Île-de-France Mobilités et en particulier, mais de manière non exhaustive, l'organisation des séminaires thématiques et d'un voyage d'étude en Île-de-France.

Gouvernance :

Pour la partie française,

- la Région Île-de-France est maître d'ouvrage et PRX-Vietnam, maître d'ouvrage délégué ;
- Île-de-France Mobilités est assistant à la maîtrise d'ouvrage ;
- l'Institut Paris Région est assistant à la maîtrise d'ouvrage et maître d'œuvre pour la réalisation des diagnostics urbain et de mobilité ;
- Expertise France assure le portage financier de PRX-Vietnam
- l'IRD est maître d'œuvre de la composante 1 – activité 3

Pour la partie vietnamienne :

- le Comité populaire de Hanoi (y compris DOT et HPTC) est maître d'ouvrage
- PRX-Vietnam est maître d'ouvrage délégué ;
- le HUPI est maître d'œuvre ;
- l'Université des Transports et Communication est maître d'œuvre de l'enquête ménages-déplacements.

Un comité de pilotage sera constitué et tiendra des réunions tous les 6 mois. Un compte-rendu trimestriel des activités réalisées sur les trois derniers mois, celles à réaliser dans les trois prochains mois et les obstacles, difficultés, retards ou ajustements éventuels rencontrés.

Circuit financier

Les fonds octroyés par l'Agence seront versés par la Région Île-de-France à Paris Région Expertise Vietnam (PRX) via Expertise France, à l'Institut Paris Région et à l'IRD. Les fonds octroyés par l'Agence seront en outre affectés à l'achat de prestations par la Région Ile de France, au financement des déplacements des agents de la Région Île-de-France ainsi qu'à l'évaluation finale du projet.

CALENDRIER

La durée de mise en œuvre envisagée est de 33 mois.

ANNEXE 3- PLAN DE FINANCEMENT ET BUDGET

PARTIE I – PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL INDICATIF

PARTENAIRES	MONTANTS (EUROS)	PARTICIPATION (%)
Région Île-de-France	300 499	22,3
Comité populaire de Hanoi	178 880	13,5
Agence Française de Développement	677 100	50,5
Institut Paris Région	67 407	5,0
Île-de-France Mobilités	97 750	7,3
IRD	15 000	1,1
Autres partenaires vietnamiens	4 000	0,3
TOTAL	1 340 636	100

PARTIE II – BUDGET PREVISIONNEL INDICATIF

	Coût total en euros
Composante 1 : Créer de la connaissance et des données concernant les trafics et la mobilité quotidienne des habitants de Hanoi	126 143 €
Composante 2 : Accompagner Hanoi vers la réalisation et la mise en œuvre d'un plan de réorganisation et de rationalisation du réseau de bus publics	243 755 €
Composante 3 : Concevoir des principes d'aménagement et de gestion de l'accessibilité, d'amélioration de l'intermodalité aux stations du réseau de bus	216 855 €
Composante 4 : Apporter un appui au Département des Transports de Hanoi dans sa volonté de créer un réseau intermodal et de développer une politique multimodale de mobilité	221 834 €
Dépenses transversales dont coordination et évaluation	532 049 €
Total	1 340 636 €

ANNEXE 4- CONDITIONS SUSPENSIVES

Pour ce qui concerne l'ensemble des documents remis par le Bénéficiaire au titre des conditions suspensives énumérées ci-après :

- Les documents, transmis en original ou en copie, n'ayant pas été préalablement communiqués et acceptés par l'Agence devront être jugés satisfaisants par l'Agence tant sur le fond que sur la forme ; Les pièces justificatives, telles que mémoires ou factures acquittées, pourront être présentées sous forme de photocopies ou de duplicata par le Bénéficiaire et devront mentionner les références et les dates des ordres de paiement ;
- les versions définitives des documents, dont le projet a été préalablement communiqué à l'Agence et accepté par cette dernière, ne devront pas révéler de différence substantielle par rapport aux projets précédemment communiqués et acceptés.

Partie I – Conditions suspensives à la signature

La signature de la Convention est soumise à la réception préalable par l'Agence des documents suivants, satisfaisants tant sur le fond que sur la forme pour l'Agence :

- (i) la délibération/décision de l'organe du Bénéficiaire autorisant la signature de la Convention assortie de la preuve de son caractère exécutoire en vertu de sa transmission au représentant de l'Etat à une date déterminée et de sa publication à une date déterminée ;
- (ii) la copie des pouvoirs de la personne autorisée à signer la Convention au nom et pour le compte du Bénéficiaire ;
- (iii) Un RIB du Compte du Bénéficiaire.

Partie II- Conditions suspensives au premier Versement

A. Remise par le Bénéficiaire à l'Agence des documents suivants :

- (iv) un certificat d'un représentant dûment habilité du Bénéficiaire listant la ou les personne(s) chargée(s) de signer, au nom du Bénéficiaire, les demandes de Versement et attestations au titre de la Convention, ainsi que les autres documents autorisés ou requis du Bénéficiaire en vertu de la Convention, accompagné du spécimen de signature de chacune de ces personnes ;
- (v) Une convention opérationnelle spécifique au projet signée entre la Région Île-de-France et le Comité populaire de Hanoï ;
- (vi) Une convention de partenariat signée pour le versement de la subvention de la Région Île-de-France à Expertise France pour la mise en œuvre du projet ;
- (vii) Une convention de partenariat opérationnelle et financière signée entre la Région Île-de-France et l'Institut Paris Région ;
- (a) Une convention de subvention signée entre la Région Île-de-France et l'Institut de Recherche pour le Développement ;

PARTIE III - Conditions suspensives au second Versement :

Remise par le Bénéficiaire à l'Agence des documents suivants :

- (i) une attestation signée par un représentant du Bénéficiaire habilité à cet effet certifiant l'utilisation d'au moins quatre-vingt pour cent (80%) des fonds du premier Versement, incluant un état détaillé des sommes versées au titre des Dépenses Eligibles au cours de la période considérée ;
- (ii) une note complémentaire au rapport d'exécution intermédiaire relatif à la réalisation du Projet à la date de la demande de second Versement ayant reçu l'avis de non objection préalable de l'Agence.

**ANNEXE 5 – LISTE DES INFORMATIONS QUE LE BENEFICIAIRE AUTORISE
EXPRESSEMENT L'AGENCE A FAIRE PUBLIER SUR LE SITE INTERNET DU
GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET A PUBLIER SUR SON SITE INTERNET**

1. Informations relatives au Projet

- Identifiant (numéro et nom) dans les livres de l'Agence ;
- Description détaillée ;
- Secteur d'activité ;
- Lieu de réalisation ;
- Date prévisionnelle de démarrage ;
- Date d'Achèvement Technique ;

2. Informations relatives au financement du Projet

- Nature du financement (prêt, subvention, cofinancement, délégation de fonds) ;
- Montant de la Subvention ;
- Montant cumulé des Versements (actualisé au fur et à mesure de la réalisation des Versements) ;

3. Autres informations

Le Bénéficiaire autorise la publication de la Note de communication d'opération incluse dans le dossier de financement.

Annexe 2 - Projet FICOL Territoires Numériques en Transitions

DOSSIER N° 23005092 - TERRITOIRES NUMERIQUES EN TRANSITION – REVERSEMENT DE SUBVENTION DE L'AFD A CAP DIGITAL

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) (n° 00000555)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-048-65748-104003-030

Action : 10400311-' Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	775 397,00 € TTC	83,12 %	644 480,00 €
	Montant total de la subvention		644 480,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN

Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CARLOS CUNHA, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2023 - 1 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Région Île-de-France a conçu avec quatre de ses collectivités partenaires (Région de Casablanca-Settat, Département de Rufisque, District autonome d'Abidjan, Commune urbaine d'Antananarivo) le projet "Territoires numériques en transitionS" (TNTS), dont l'objectif est de renforcer la transformation numérique des partenaires de la Région et de leur écosystème en développant des actions structurantes sur ce thème. Projet multi-territorial, il vise également le partage d'expériences et la consolidation collective de processus de réussite.

La Région a obtenu un cofinancement de 1 300 000 € de l'Agence Française de développement (FICOL) en faveur de ce projet et en reverse une partie à Cap Digital, partenaire du projet.





Cap Digital mobilise son expertise en assistance à la maîtrise d'ouvrage dans le domaine du numérique en accompagnant les collectivités partenaires dans l'expérimentation de micro- et méso-projets, l'organisation de challenges et événements.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention octroyée à Cap Digital correspond à un reversement d'une partie de la subvention octroyée par l'AFD à la Région, soit 534 480 € à laquelle est ajoutée 110 000 € de subvention régionale.

Localisation géographique :

-  COTE D'IVOIRE
-  MAROC
-  MADAGASCAR
-  SENEGAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Assistance à maîtrise d'ouvrage	318 417,00	41,07%
Mise à disposition d'un studio de captation vidéo pour webinar	23 000,00	2,97%
Microprojets	110 000,00	14,19%
Challenges	300 000,00	38,69%
Missions	23 980,00	3,09%
Total	775 397,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Agence française de développement	534 480,00	68,93%
Région	110 000,00	14,19%
CAP DIGITAL	130 917,00	16,88%
Total	775 397,00	100,00%

CONVENTION N°23005092

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2023-241 du 5 juillet 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : CAP DIGITAL
dont le statut juridique est : association
dont le siège social est situé au : 14 rue Alexandre Parodi 75010 Paris
ayant pour représentant M. Carlos CUNHA, Directeur général,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT) » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 2022-078 du 12 janvier 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP2023-241 du 5 juillet 2023, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'association CAP DIGITAL pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : Territoires numériques en transitionS – reversement de subvention de l'AFD à CAP DIGITAL.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 83,12 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 775 397 €, soit un montant maximum de subvention de 644 480 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet »

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de

manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informar la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le

bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCE

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- Un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action. Le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- Un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- Un compte-rendu d'exécution signé du représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du

taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 5 juillet 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS RELATIFS À L'AIDE FINANCIÈRE DE L'AFD

ARTICLE 4.1 : Respect des lois et des obligations

Le bénéficiaire s'engage à respecter :

- (i) toutes les lois et réglementations qui lui sont applicables et qui sont applicables au projet, notamment en matière de publication d'informations favorisant la transparence fiscale ainsi qu'en matière de protection de l'environnement et de sécurité et en matière de droit du travail ; et
- (ii) l'ensemble des obligations au titre des documents de projet.

ARTICLE 4.2 : AUTORISATIONS

Le bénéficiaire s'engage à obtenir dans les meilleurs délais, à respecter et faire tout le nécessaire pour maintenir en vigueur toute autorisation requise par une loi ou une réglementation applicable lui permettant d'exécuter ses obligations au titre de la présente convention et des documents du projet ou assurant leur légalité, leur validité, leur opposabilité ou leur recevabilité en tant que preuve.

ARTICLE 4.3 : DOCUMENTS DE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à soumettre pour information à la Région toute modification des documents de projet et à demander l'accord de la Région préalablement à toute modification substantielle des documents de projet.

ARTICLE 4.4 : MISE EN ŒUVRE ET PRÉSERVATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage :

- (i) à mettre en œuvre le projet en conformité avec les principes généralement admis en termes de prudence ainsi qu'en accord avec les normes et standards techniques en vigueur ;
- (ii) à maintenir les actifs du projet en conformité avec la législation et la réglementation applicable et en bon état de fonctionnement et à les utiliser conformément à leur destination et aux lois et règlements applicables.

ARTICLE 4.5 : PASSATION DES MARCHÉS

Dans le cadre de la passation, de l'attribution et de l'exécution de marchés relatifs à la réalisation du projet, le bénéficiaire s'engage à respecter et mettre en œuvre les stipulations des Directives pour la Passation des Marchés de l'AFD.

Le bénéficiaire s'engage en outre à accomplir tous les actes et démarches qui s'avèreraient nécessaires pour la bonne application des stipulations des Directives pour la Passation des Marchés.

ARTICLE 4.6 : ORIGINE LICITE DES FONDS ET ABSENCE D'ACTE DE CORRUPTION, DE FRAUDE, DE PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES

Le bénéficiaire s'engage :

- (i) à s'assurer que les fonds, autres que ceux provenant de son budget, investis dans le projet ne soient pas à sa meilleure connaissance d'origine illicite ;
- (ii) à ce que le projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l'exécution de contrats financés au moyen de la subvention) ne donne lieu à aucun acte de Corruption, de fraude ou à des pratiques anticoncurrentielles ;

- (iii) dès qu'il a connaissance d'un acte de corruption, de fraude ou de pratiques anticoncurrentielles ou qu'il suspecte de tels actes ou de telles pratiques, à informer sans délai l'Agence Française de Développement ;
- (iv) dans le cas ci-dessus ou à la demande de l'Agence Française de Développement et de la Région, si cette dernière suspecte de tels actes, à prendre les mesures nécessaires pour qu'il y soit remédié à la satisfaction de l'Agence Française de Développement dans le délai imparti par celle-ci ; et
- (v) à avertir sans délai l'Agence Française de Développement et la Région s'il a connaissance d'informations faisant peser des soupçons sur l'origine illicite des fonds investis dans le projet.

ARTICLE 4.7 : LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION, LES ABUS ET LE HARCÈLEMENT SEXUELS

Le bénéficiaire s'engage à se doter de tous les moyens nécessaires pour lutter avec fermeté contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels. Il s'engage à mettre en œuvre des mécanismes de prévention, de suivi et de réaction efficaces. Le bénéficiaire informera du contenu du présent article les partenaires locaux qui mettent en œuvre les activités directement auprès des bénéficiaires finaux.

ARTICLE 4.8 : RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Afin de promouvoir un développement durable, le bénéficiaire s'engage :
Dans l'exercice de ses activités :

- (i) à respecter les normes internationales en matière de protection de l'environnement et de droit du travail, dont fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales en matière d'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays de réalisation du projet.

ARTICLE 4.9 : MISE EN ŒUVRE, SUIVI ET CONTRÔLE

Le bénéficiaire autorise la Région, l'Agence Française de Développement et leurs représentants à effectuer ou à faire effectuer des missions de suivi et contrôle ayant notamment pour objet la conformité des processus de passation des marchés à ses Directives, l'évaluation des conditions de réalisation et d'exploitation du projet et l'appréciation des impacts et de l'atteinte des objectifs du projet.

ARTICLE 4.10 : EVALUATION EXTERNE DU PROJET

Le Bénéficiaire est informé que la Région fera réaliser une évaluation du projet dont le rapport sera disponible dans les douze (12) mois suivant la Date d'Achèvement Technique du projet.

ARTICLE 4.11 : RÉALISATION DU PROJET

Le bénéficiaire s'engage :

- (i) à ce que les personnes, groupes ou entités participant à la réalisation du projet ne figurent pas sur l'une quelconque des Listes de Sanctions Financières (incluant notamment la lutte contre le financement du terrorisme).
- (ii) à ne pas acheter, fournir, financer des matériels ou secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.

ARTICLE 4.12

Le bénéficiaire s'engage à fournir à la Région toute information relative à la rétrocession des actifs qui doivent être enregistrés dans les documents comptables du bénéficiaire.

ARTICLE 4.13

Le bénéficiaire s'engage à exécuter ses obligations au titre de la présente convention et à utiliser les fonds rétrocédés exclusivement pour les besoins du projet conformément à la présente convention.

ARTICLE 4.14

Le bénéficiaire s'engage à assurer les biens financés par la subvention contre les principaux risques pendant la réalisation et l'exploitation du projet.

ARTICLE 4.15 : VISIBILITÉ ET COMMUNICATION

La Région et le bénéficiaire s'engagent à mettre en œuvre les actions de visibilité liées à la réalisation du projet conformément aux termes du Guide de Visibilité et de Communication et reconnaît en avoir pris pleinement connaissance.

Au sens du Guide de Visibilité et de Communication, le projet est soumis à des obligations de de visibilité et de communication.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 5 juillet 2023, et prend fin au versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

1. ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP2023-241 du 5 juillet 2023.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Pour la Présidente de la Région Île-de-France et par délégation,
le Directeur de la coopération internationale et européenne,
Monsieur Franck d'ABOVILLE

Le

Pour l'association CAP DIGITAL,
Le Directeur général,
Monsieur M. Carlos CUNHA

N° CONVENTION CZZ3140 01 V

CONVENTION DE FINANCEMENT FICOL

(Facilité de financement des initiatives des collectivités françaises)

entre

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT

L'Agence

Et

LA REGION ÎLE-DE-FRANCE

Le Bénéficiaire

TABLE DES MATIERES

1.	DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS.....	6
1.1	Définitions	6
1.2	Interprétations	6
2.	MONTANT, DESTINATION ET CONDITIONS D'UTILISATION	6
2.1	Montant.....	6
2.2	Destination.....	6
2.3	Absence de responsabilité	6
2.4	Conditions suspensives.....	6
3.	MODALITÉS DE VERSEMENT DES FONDS	7
3.1	Demande de Versement.....	7
3.2	Modalités de versement.....	7
3.3	Date Limite de Versement.....	9
3.4	Lieu de versement.....	9
4.	AJOURNEMENT OU REJET DES DEMANDES DE VERSEMENT	9
4.1	Documents de Projet.....	9
4.2	Déclaration inexacte	9
4.3	Engagements et obligations	10
4.4	Illégalité.....	10
4.5	Changement de situation significatif et défavorable	10
4.6	Abandon ou suspension du Projet	10
4.7	Autorisations.....	10
4.8	Intervention d'une Autorité	10
5.	DÉCLARATIONS	11
5.1	Pouvoir et capacité	11
5.2	Force obligatoire.....	11
5.3	Absence de contradiction avec d'autres obligations du Bénéficiaire	11
5.4	Validité et recevabilité en tant que preuve	11
5.5	Autorisations du Projet.....	11
5.6	Passation de marchés.....	11
5.7	Origine licite des fonds, Acte de Corruption, Fraude, Pratiques Anticoncurrentielles	12
6.	ENGAGEMENTS.....	12
6.1	Autorisations.....	12
6.2	Documents de Projet.....	12
6.3	Respect des lois et des obligations	12

6.4	Passation des marchés	12
6.5	Financements supplémentaires	13
6.6	Réalisation du Projet.....	13
6.7	Origine licite des fonds et absence d'Acte de Corruption, de Fraude, de Pratiques Anticoncurrentielles	13
6.9	Responsabilité environnementale et sociale	14
6.10	Préservation du Projet et assurances.....	14
6.11	Suivi et contrôle.....	14
6.12	Evaluation externe du Projet	15
6.13	Contrôle - Audit :	15
6.14	Visibilité et communication	15
7.	ENGAGEMENTS D'INFORMATION.....	15
7.1	Rapports d'exécution.....	16
7.2	Informations complémentaires	16
7.3	Informations relatives aux Bénéficiaires Finaux	17
8.	FRAIS ACCESSOIRES - ENREGISTREMENT	17
9.	DIVERS	17
9.1	Langue	17
9.2	Nullité partielle.....	17
9.3	Non Renonciation.....	17
9.4	Cessions.....	18
9.5	Valeur juridique.....	18
9.6	Annulation des précédents écrits	18
9.7	Avenant.....	18
9.8	Confidentialité - Communication d'informations	18
9.9	Délai de prescription.....	19
10.	NOTIFICATIONS.....	19
10.1	Communications écrites	19
10.2	Réception.....	19
11.	ENTRÉE EN VIGUEUR - DUREE -RESILIATION	20
12.	DROIT APPLICABLE, ATTRIBUTION DE JURIDICTION ET ÉLECTION DE DOMICILE	20
12.1	Droit applicable	20
12.2	Attribution de juridiction.....	20
12.3	Élection de domicile.....	20
	ANNEXE 1A - DÉFINITIONS.....	23
	ANNEXE 1B - INTERPRÉTATIONS.....	29
	ANNEXE 2 - DESCRIPTION DU PROJET.....	30

ANNEXE 3 - PLAN DE FINANCEMENT ET BUDGET	32
ANNEXE 4 - CONDITIONS SUSPENSIVES	33
ANNEXE 5 – LISTE DES INFORMATIONS QUE LE BENEFICIAIRE AUTORISE EXPRESSEMENT L’AGENCE A FAIRE PUBLIER SUR LE SITE INTERNET DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET A PUBLIER SUR SON SITE INTERNET	35

CONVENTION DE FINANCEMENT

ENTRE :

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, **Valérie Pécresse**, dûment habilitée à cet effet par la délibération n° CP2023-241 du 5 juillet 2023, publiée le 25 juillet 2023 et transmise au représentant de l'Etat le 25 juillet 2023 ;

(ci-après le « **Bénéficiaire** ») ;

D'UNE PART,

ET :

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est 5, rue Roland Barthes 75598 PARIS Cedex 12, immatriculée au Registre du Commerce de Paris et des Sociétés sous le numéro 775 665 599, représentée par **Julie GONNET, Responsable de la Division Territoires et Entreprises**, dûment habilitée aux fins des présentes ;

(ci-après l'« **Agence** ») ;

D'AUTRE PART,

(ensemble désignés les « **Parties** » et séparément une « **Partie** »),

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE :

- (A) Conformément aux dispositions de l'article L. 1115-1 du code général des collectivités territoriales, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, dans le respect des engagements internationaux de la France, mettre en œuvre ou soutenir toute action internationale annuelle ou pluriannuelle de coopération, d'aide au développement ou à caractère humanitaire. Ils prennent en considération dans ce cadre le programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'Assemblée générale des Nations unies le 25 septembre 2015. A cette fin, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, le cas échéant, conclure des conventions avec des autorités locales étrangères.
- (B) Cela étant rappelé, le Bénéficiaire souhaite, dans ce cadre, réaliser un projet consistant à renforcer 4 collectivités partenaires pour développer des services numériques à destination des citoyens et faire monter en compétences ces collectivités dans leur politique numérique (le « **Projet** ») tel que décrit de manière plus précise à l'Annexe 2 (*Description du Projet*), et dans le respect des dispositions qui lui sont applicables, et en particulier celles du code général des collectivités territoriales.
- (C) Le Bénéficiaire a sollicité de l'Agence la mise à disposition d'une Subvention destinée au financement partiel du Projet.
- (D) Conformément à la décision d'octroi de la Direction Exécutive Géographique n° C20220650 en date du 26/09/2022, l'Agence a accepté à la Date d'Octroi de consentir au Bénéficiaire la Subvention selon les termes et conditions ci-après.

CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS

1.1 Définitions

Les termes utilisés dans la Convention (en ce compris l'exposé ci-dessus et les annexes) commençant par une majuscule auront la signification qui leur est attribuée à l'Annexe 1A (- *Définitions*), sous réserve des termes définis ailleurs dans la Convention.

1.2 Interprétations

Les termes utilisés dans la Convention s'entendront de la manière précisée dans l'Annexe 1B (- *interprétations*), sauf indication contraire.

2. MONTANT, DESTINATION ET CONDITIONS D'UTILISATION

2.1 Montant

L'Agence met à la disposition du Bénéficiaire, à sa demande et sous réserve des stipulations de la Convention, notamment des stipulations de l'Article 2.4 (*Conditions suspensives*) ci-après, une Subvention d'un montant total maximum de :

Un million trois cent mille euros (EUR 1 300 000).

2.2 Destination

Le Bénéficiaire devra utiliser l'intégralité des fonds de la Subvention aux fins de financer les Dépenses Eligibles du Projet, tous impôts, taxes et droits de toute nature compris¹, conformément à la description du Projet spécifiée en Annexe 2 (*Description du Projet*) et au Plan de Financement spécifié en Annexe 3 (- *Plan de Financement*).

2.3 Absence de responsabilité

L'Agence ne saurait être tenue pour responsable d'une utilisation des sommes mises à disposition du Bénéficiaire non conforme aux conditions de la présente Convention.

2.4 Conditions suspensives

- (a) Le Bénéficiaire devra remettre à l'Agence au plus tard à la Date de Signature tous les documents énumérés à la Partie I de l'Annexe 4 (- *Conditions suspensives*).
- (b) Le Bénéficiaire ne pourra remettre une demande de Versement à l'Agence que si :
 - (i) en ce qui concerne un premier Versement, l'Agence a reçu tous les documents énumérés à la partie II de l'Annexe 4 (- *Conditions suspensives*), et confirmé au Bénéficiaire que ces documents sont conformes aux exigences de l'Annexe précitée et satisfaisantes sur la forme et sur le fond pour l'Agence ;
 - (ii) en ce qui concerne le second Versement, l'Agence a reçu tous les documents énumérés à la partie III de l'Annexe 4 (- *Conditions suspensives*), et confirmé au Bénéficiaire que ces

¹ S'assurer du caractère raisonnable des taxes.

documents sont conformes aux exigences de l'Annexe précitée et satisfaisantes sur la forme et sur le fond pour l'Agence ; et

(iii) pour chaque Versement, à la date de la demande de Versement, celle-ci est conforme aux stipulations de l'article 3.1 (*Demande de versement*) et les conditions stipulées dans la Convention sont remplies, notamment :

(1) aucun des cas visés à l'Article 4 (*Ajournement ou rejet des demandes de Versement*) n'est en cours ou susceptible d'intervenir ;

(2) chaque déclaration faite par le Bénéficiaire au titre de l'article 5 (*Déclarations*) est exacte ;

(3) s'agissant du second Versement, que les fonds de la Subvention ayant fait l'objet du premier Versement ont bien été utilisés conformément aux stipulations de la Convention.

3. MODALITÉS DE VERSEMENT DES FONDS

3.1 Demande de Versement

Sous réserve du respect des conditions visées à l'Article 2.4 (b) (*Conditions suspensives*), les fonds de la Subvention seront versés en deux Versements au Bénéficiaire, sur présentation d'une demande de Versement dûment établie.

Chaque demande de Versement devra être adressée par le Bénéficiaire à l'adresse figurant à l'Article 10.1 (*Communications écrites*).

Chaque demande de Versement ne sera considérée comme dûment établie que si tous les documents et les justificatifs nécessaires sont joints à la demande de Versement et sont conformes aux stipulations de l'Article 3.2 (*Modalités de versement*).

Si les conditions stipulées dans la Convention sont remplies, l'Agence mettra à disposition du Bénéficiaire le Versement demandé.

3.2 Modalités de versement

a) Les fonds seront mis à la disposition du Bénéficiaire sous la forme de deux (2) Versements sur le Compte du Bénéficiaire stipulé à l'article 3.4 (*Lieu de versement*) de la présente Convention.

La période d'éligibilité des dépenses liées au Projet est fixée de la Date d'Octroi à la Date Limite d'Utilisation des Fonds du Projet (telle que définie ci-après), date à laquelle toutes les dépenses relatives au Projet devront avoir été effectuées.

3.2.1 Premier Versement

Sous réserve du respect des conditions visées à l'article 2.4 (*Conditions suspensives*), l'Agence effectuera un premier Versement d'un montant d'un million quarante mille Euros (1 040 000 EUR) sur le Compte désigné à cet effet à l'article 3.4 (*Lieu de versement*).

3.2.2 Second Versement

Le second Versement d'un montant de deux cent soixante mille Euros (260 000 EUR) sera effectué, à la demande du Bénéficiaire, sous réserve du respect des conditions visées à l'article 2.4 (*Conditions suspensives*).

3.2.3 Justification de l'utilisation des fonds

Le Bénéficiaire s'engage à remettre à l'Agence au plus tard à la Date Limite d'Utilisation des Fonds, une attestation signée par un représentant du Bénéficiaire habilité à cet effet, certifiant l'utilisation de cent pour cent (100%) des fonds ayant fait l'objet des Versements, incluant un état détaillé des sommes versées au titre des Dépenses Eligibles au cours de la période considérée.

3.2.4 Taux de change applicable

Sauf disposition contraire convenue par écrit entre les Parties, les coûts encourus dans d'autres monnaies que celles utilisées dans les comptes du Bénéficiaire pour le Projet sont convertis en utilisant un taux conforme à ses pratiques habituelles de comptabilité publique, à condition qu'elles respectent les conditions suivantes :

- (i) il s'agit d'une règle comptable écrite correspondant à une pratique standard du Bénéficiaire ;
- (ii) cette règle est appliquée de manière constante ;
- (iii) cette règle est appliquée à tous les types de transactions ainsi qu'à toutes les sources de financement ;
- (iv) la preuve de la règle comptable utilisée doit être communiquée par le Bénéficiaire sur simple demande de l'Agence ; et
- (v) les taux de change doivent être facilement accessibles pour toute vérification et tenus à la disposition de l'Agence si celle-ci en fait la demande.

3.2.5 Date Limite d'Utilisation des Fonds

Le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux s'engagent à ce que les fonds soient intégralement utilisés au titre des Dépenses Eligibles au plus tard à la Date d'Achèvement Technique du Projet, à l'exception des fonds utilisés pour les dépenses liées à l'évaluation externe finale du Projet au titre de l'article 6.13 (*Evaluation externe du Projet*) qui pourront être utilisés jusqu'à un (1) an après la Date d'Achèvement Technique du Projet.

3.2.6 Défaut de justification de l'usage des fonds à la Date Limite d'Utilisation des Fonds

L'Agence sera en droit de demander au Bénéficiaire le remboursement de toute somme dont l'utilisation n'est pas dûment justifiée ou est insuffisamment justifiée, ainsi que de toute somme figurant au crédit du Compte du Bénéficiaire à la Date Limite d'Utilisation des Fonds. Le Bénéficiaire sera tenu de rembourser ces sommes à l'Agence dans un délai de vingt (20) jours calendaires à compter de la notification qui lui aura été faite par l'Agence.

3.2.7 Conservation des documents

Le Bénéficiaire sera tenu et s'engage à imposer aux Bénéficiaires Finaux de conserver les justificatifs et documents divers relatifs au Projet et à l'utilisation des fonds pendant un délai de dix (10) ans commençant à courir à la Date d'Achèvement Technique. Le Bénéficiaire s'engage à remettre ces justificatifs et documents à l'Agence ou à tout cabinet d'audit désigné par l'Agence, sur simple demande de cette dernière.

3.3 Date Limite de Versement

Aucun Versement ne pourra être réalisé au-delà de la Date Limite de Versement des fonds (*cf Annexe 1A Définitions*).

La dernière demande de Versement devra parvenir à l'Agence au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la Date Limite de Versement. Au cas où cette demande serait effectuée dans le mois précédant la Date Limite de Versement, elle devra être adressée à l'Agence par lettre recommandée avec accusé de réception.

La fraction de la Subvention qui n'aurait pas été utilisée à cette date sera annulée de plein droit.

3.4 Lieu de versement

Les fonds de la Subvention seront virés par l'Agence sur le Compte du Bénéficiaire, dont les caractéristiques sont les suivantes :

- (a) Numéro de compte IBAN : FR46 3000 1000 64R7 5000 0000 086
- (b) Numéro SWIFT : BDFEFRPPCCT
- (c) Banque et adresse de la banque :
 - -TITULAIRE : DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES REGION
 - DOMICILIATION : BDF PARIS

4. **AJOURNEMENT OU REJET DES DEMANDES DE VERSEMENT**

L'Agence se réserve le droit d'ajourner ou de rejeter définitivement toute demande de Versement si l'un des événements suivants se réalise :

4.1 Documents de Projet

- b) L'un quelconque des Documents de Projet, ou l'un quelconque des droits et obligations prévus au titre de ces documents, cesse d'être en vigueur, est l'objet d'une demande de résiliation, ou sa légalité ou sa validité ou son opposabilité sont contestées.

4.2 Déclaration inexacte

- c) Une déclaration ou affirmation faite par le Bénéficiaire au titre des Documents de Financement, et notamment au titre de l'Article 5 (*Déclarations*) ou dans tout autre document remis par ou au nom et pour le compte du Bénéficiaire ou des Bénéficiaires Finaux au titre des Documents de Financement ou concernant ceux-ci, est ou se révèle avoir été délibérément inexacte ou trompeuse au moment où elle a été faite.

4.3 Engagements et obligations

- d) Le Bénéficiaire ne respecte pas l'une quelconque des stipulations de la Convention et notamment, sans que cela soit limitatif, l'un quelconque de ses engagements pris au titre de l'Article 6 (*Engagements*) et de l'Article 7 (*Engagements d'information*) de la Convention.

4.4 Illégalité

- e) Il est, ou devient, illégal ou impossible pour le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux d'exécuter l'une quelconque de ses obligations au titre des Documents de Financement.

L'exécution par l'Agence de l'une quelconque de ses obligations au titre de la Convention ou le Versement ou le maintien de la Subvention est ou devient illégal aux termes de la réglementation qui lui est applicable.

4.5 Changement de situation significatif et défavorable

- f) Un événement (y compris un changement de la situation politique des pays des Bénéficiaires Finaux) ou une mesure susceptible d'avoir, selon l'avis de l'Agence, un Effet Significatif Défavorable est intervenu ou est susceptible d'intervenir.

4.6 Abandon ou suspension du Projet

- g) L'un des événements suivant se réalise :
- suspension ou ajournement de la réalisation du Projet pour une période supérieure à six mois ; ou
 - le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux se retirent du Projet ou cessent d'y participer.

4.7 Autorisations

- h) Une Autorisation dont le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux ont besoin pour exécuter ou respecter l'une de ses obligations au titre des Documents de Financement ou ses autres obligations importantes prévues dans tout Document de Projet ou nécessaire pour le fonctionnement normal du Projet n'est pas obtenue en temps utile, est annulée, est devenue caduque ou cesse d'être pleinement en vigueur.

4.8 Intervention d'une Autorité

- i) Une Autorité :
- au titre du contrôle de légalité, exerce un recours gracieux ou contentieux auprès du Bénéficiaire ; ou
 - prend une décision de fermeture, saisit ou exproprie, en tout ou partie, les installations du Projet ou un ou plusieurs actifs du Bénéficiaire ou des Bénéficiaires Finaux nécessaires à la réalisation du projet ; ou
 - prend possession ou le contrôle de tout ou partie des installations du Projet ou des actifs du Bénéficiaire ou des Bénéficiaires Finaux nécessaires à la réalisation du projet; ou
 - entreprend toute mesure qui empêcherait le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux d'exercer tout ou partie de ses activités ou opérations nécessaires à la réalisation du projet.

5. **DÉCLARATIONS**

A la Date de Signature, le Bénéficiaire fait les déclarations stipulées au présent article au profit de l'Agence. Le Bénéficiaire est réputé faire ces déclarations à la date de chaque demande de Versement.

5.1 Pouvoir et capacité

Le Bénéficiaire a la capacité de signer et d'exécuter les Documents de Financement et les Documents de Projet et d'exécuter les obligations qui en découlent, d'exercer les activités du Projet financées par la Subvention et il a effectué toutes les formalités nécessaires à cet effet.

5.2 Force obligatoire

Les obligations qui incombent au Bénéficiaire au titre des Documents de Financement sont conformes aux lois et réglementations applicables au Bénéficiaire, valables, obligatoires, exécutoires conformément à chacun de leurs termes, lui sont opposables et peuvent être mises en œuvre en justice.

5.3 Absence de contradiction avec d'autres obligations du Bénéficiaire

La signature des Documents de Financement et l'exécution des obligations qui en découlent ne sont contraires à aucune loi ou réglementation nationale ou internationale, qui lui est applicable, ou à aucune convention ou acte obligeant le Bénéficiaire ou engageant l'un quelconque de ses actifs.

5.4 Validité et recevabilité en tant que preuve

Toutes les Autorisations nécessaires pour que :

- (a) le Bénéficiaire puisse signer les Documents de Financement et les Documents de Projet, exercer les droit et exécuter les obligations qui en découlent ; et
- (b) les Documents de Financement et les Documents de Projet soient recevables en tant que preuve devant les juridictions du Bénéficiaire,

ont été obtenues et sont en vigueur et il n'existe pas de circonstances en raison desquelles ces Autorisations pourraient être rétractées, non renouvelées ou modifiées en tout ou en partie.

5.5 Autorisations du Projet

Toutes les Autorisations du Projet ont été obtenues et sont en vigueur et il n'existe pas de circonstance en raison desquelles ces Autorisations pourraient être rétractées, non renouvelées ou modifiées en tout ou en partie.

5.6 Passation de marchés

Le Bénéficiaire déclare avoir (i) reçu une copie des Directives pour la Passation des Marchés et (ii) pris connaissance de leurs termes, notamment pour ce qui concerne les actions pouvant être prises par l'Agence en cas de manquement par le Bénéficiaire à ses obligations au titre de ces Directives et (iii) avoir transmis une copie des Directives pour la Passation des Marchés aux Bénéficiaires Finaux qui lui ont indiqué avoir pris connaissance de leurs termes, notamment pour ce qui concerne les actions pouvant être prises par l'Agence en cas de manquements au titre de ces Directives.

Les Directives pour la Passation des Marchés ont pour le Bénéficiaire la même valeur d'engagement contractuel à l'égard de l'Agence que la présente Convention.

5.7 Origine licite des fonds, Acte de Corruption, Fraude, Pratiques Anticoncurrentielles

Le Bénéficiaire déclare que :

- (a) les fonds investis dans le Projet, autres que ceux provenant de son budget, ne sont pas à sa meilleure connaissance d'Origine Illicite ;
- (b) le Projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l'exécution de contrats financés au moyen de la Subvention) n'a donné lieu à aucun Acte de Corruption, de Fraude ou de Pratique Anticoncurrentielle ;

6. **ENGAGEMENTS**

Les engagements du présent article entrent en vigueur à compter de la Date de Signature et resteront en vigueur pendant toute la durée de la Convention.

6.1 Autorisations

Le Bénéficiaire s'engage à obtenir, dans les meilleurs délais, à respecter et faire tout ce qui est nécessaire afin de maintenir en vigueur, et s'engage à faire en sorte que les Bénéficiaires Finaux respectent et fassent tout le nécessaire pour maintenir en vigueur toute Autorisation requise par une loi ou une réglementation applicable pour lui permettre d'exécuter ses obligations au titre des Documents de Financement ou pour assurer leur légalité, leur validité, leur opposabilité ou leur recevabilité en tant que preuve.

6.2 Documents de Projet

Le Bénéficiaire s'engage à soumettre lui-même pour information à l'Agence toute modification substantielle du Projet ainsi que toute modification du Plan de Financement et du Budget, et à demander l'accord de l'Agence préalablement à ces modifications.

Les Documents de Projet relatifs aux marchés de travaux et de prestations intellectuelles passés par les Bénéficiaires finaux sont transmis par le Bénéficiaire à la demande de l'Agence.

6.3 Respect des lois et des obligations

Le Bénéficiaire s'engage à respecter et s'engage à faire en sorte que les Bénéficiaires Finaux respectent :

- (a) toutes les lois et réglementations qui leur sont applicables et qui sont applicables au Projet, notamment en matière de publication d'informations favorisant la transparence fiscale, ainsi qu'en matière de protection de l'environnement et de sécurité et en matière de droit du travail ; et
- (b) l'ensemble de leurs obligations au titre des Documents de Projet auxquels ils sont parties.

6.4 Passation des marchés

Dans le cadre de la passation, de l'attribution et de l'exécution des marchés relatifs à la réalisation du Projet, le Bénéficiaire s'engage à observer les principes de mise en concurrence et de transparence dans le respect des textes qui lui sont applicables en matière de passation de marchés. Le Bénéficiaire se porte garant du respect et de la mise en œuvre des Directives pour la Passation des Marchés par les Bénéficiaires Finaux.

Le Bénéficiaire s'engage en outre à accomplir tous les actes et démarches qui s'avèreraient nécessaires pour la bonne application des stipulations des Directives pour la Passation des Marchés.

Par dérogation aux Directives pour la Passation des Marchés de l'Agence, les avis de non-objection relatifs à la passation de marchés seront donnés par le Bénéficiaire.

6.5 Financements supplémentaires

Le Bénéficiaire s'engage à soumettre à l'agrément préalable de l'Agence toute modification du Plan de Financement et, en cas de surcoût par rapport au Plan de Financement, à mettre en place les financements nécessaires pour couvrir tout dépassement, à des conditions jugées satisfaisantes par l'Agence.

6.6 Réalisation du Projet

Le Bénéficiaire s'engage :

- (a) à ce que les personnes, groupes ou entités participant à la réalisation du Projet ne figurent pas sur l'une quelconque des Listes de Sanctions Financières (incluant notamment la lutte contre le financement du terrorisme).
- (b) à ne pas acheter, fournir, financer des matériels ou secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.

6.7 Origine licite des fonds et absence d'Acte de Corruption, de Fraude, de Pratiques Anticoncurrentielles

Le Bénéficiaire s'engage :

- (a) à s'assurer que les fonds, autres que ceux provenant de son budget, investis dans le Projet ne soient pas à sa meilleure connaissance d'Origine Illicite.
- (b) à ce que le Projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l'exécution de contrats financés au moyen de la Subvention) ne donne lieu à aucun Acte de Corruption, de Fraude ou à des Pratiques Anticoncurrentielles ;
- (c) dès qu'il a connaissance d'un Acte de Corruption, de Fraude ou de Pratiques Anticoncurrentielles ou qu'il suspecte de tels actes ou de telles pratiques, à informer sans délai l'Agence ;
- (d) dans le cas ci-dessus ou à la demande de l'Agence, si cette dernière suspecte de tels actes, à prendre les mesures nécessaires pour qu'il y soit remédié à la satisfaction de l'Agence dans le délai imparti par celle-ci ; et
- (e) à avertir sans délai l'Agence s'il a connaissance d'informations faisant peser des soupçons sur l'Origine Illicite des fonds investis dans le Projet.

6.8 Lutte contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels

Le Bénéficiaire s'engage à se doter de tous les moyens nécessaires pour lutter avec fermeté contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels. Il s'engage à mettre en œuvre des mécanismes de prévention, de suivi et de réaction efficaces. Le Bénéficiaire informera du contenu du présent article les partenaires locaux qui mettent en œuvre les activités directement auprès des bénéficiaires finaux.

6.9 Responsabilité environnementale et sociale

Afin de promouvoir un développement durable, les parties conviennent qu'il est nécessaire d'encourager le respect de normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale et parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux s'engagent :

Dans l'exercice de ses activités :

- (a) à respecter les normes internationales en matière de protection de l'environnement et de droit du travail, dont les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales en matière d'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays de réalisation du Projet.

Dans le cadre du Projet :

- (b) à introduire dans les marchés et, le cas échéant, les dossiers d'appel d'offres, une clause aux termes de laquelle les entreprises s'engagent à observer ces normes en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le Projet. Ces engagements devront s'étendre à leurs éventuels sous-traitants. L'Agence se réserve la faculté de demander au Bénéficiaire un rapport sur les conditions environnementales et sociales dans lesquelles se déroulera le Projet ;
- (c) à mettre en œuvre les mesures spécifiques au Projet telles qu'elles ont été définies dans le cadre de la démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux du Projet à savoir les mesures définies dans la notice d'impact environnemental et social.

- (d) à exiger des entreprises sélectionnées pour réaliser le Projet qu'elles appliquent les normes en vigueur et ces mesures d'atténuation, qu'elles fassent respecter par leurs éventuels sous-traitants l'ensemble de ces mesures et, qu'en cas de manquement, elles prennent toutes les mesures appropriées.

6.10 Préservation du Projet et assurances

Le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux s'engagent :

- (a) à mettre en œuvre le Projet en conformité avec les principes généralement admis en termes de prudence ainsi qu'en accord avec les normes et standards techniques en vigueur ; et
- (b) à maintenir les actifs du Projet en conformité avec la législation et la réglementation applicable et en bon état de fonctionnement et à les utiliser conformément à leur destination et aux lois et règlements applicables.

6.11 Suivi et contrôle

Le Bénéficiaire autorise et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux autorisent l'Agence à effectuer ou à faire effectuer des missions de suivi et contrôle ayant notamment pour objet la conformité des processus de passation des marchés à ses Directives, l'évaluation des conditions de réalisation et d'exploitation du Projet et l'appréciation des impacts et de l'atteinte des objectifs du Projet.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux s'engagent à accueillir ces missions dont la périodicité et les conditions de déroulement, sur pièces et sur place, seront déterminées par l'Agence, après consultation du Bénéficiaire et des Bénéficiaires Finaux.

Le Bénéficiaire s'engage à conserver, et à maintenir et à faire en sorte que les Bénéficiaires Finaux conservent et maintiennent à la disposition de l'Agence, pendant une durée de dix (10) ans à compter de la Date d'Achèvement Technique, l'intégralité de la documentation relative au Projet et en particulier l'ensemble des pièces justificatives des dépenses du Projet.

6.12 Evaluation externe du Projet

Le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux s'engagent à ce que le Programme fasse l'objet d'une évaluation externe finale portant sur l'ensemble du Projet. Cette évaluation sera réalisée par un consultant indépendant sélectionné par le Bénéficiaire et de bonne réputation, après avis de non objection de l'Agence sur les termes de référence de la mission d'évaluation. L'Agence dispose d'un délai d'un (1) mois pour émettre un avis de non objection à compter de la communication écrite des informations par le Bénéficiaire.

Les coûts de l'évaluation seront imputés sur les fonds de la Subvention. L'évaluation devra contrôler, notamment, que les fonds de la Subvention versés au Bénéficiaire ont été utilisés conformément aux stipulations de la présente Convention.

Le rapport d'évaluation finale devra être disponible au plus tard douze (12) mois après la Date d'Achèvement Technique du Projet.

6.13 Contrôle - Audit :

Le Bénéficiaire est informé que l'Agence pourra réaliser ou faire réaliser à ses frais un audit financier du Projet.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que les Bénéficiaires Finaux s'engagent à accueillir ces missions d'audit dont la périodicité et les conditions de déroulement, sur pièces et sur place, seront déterminées par l'Agence, après consultation du Bénéficiaire et des Bénéficiaires Finaux.

6.14 Visibilité et communication

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre des actions de visibilité et de communication liées à la réalisation du Projet conformément aux termes du Guide de Visibilité et de Communication et reconnaît en avoir pris pleinement connaissance.

Au sens du Guide de Visibilité et de Communication, le Projet est soumis à des obligations de de visibilité et de communication de niveau 1.

7. **ENGAGEMENTS D'INFORMATION**

Les engagements du présent article entrent en vigueur à compter de la Date de Signature et resteront en vigueur pendant toute la durée de la Convention.

7.1 Rapports d'exécution

Le Bénéficiaire fournira :

- (a) dans les ***dix-huit mois*** après la signature de la convention de financement, un premier rapport d'exécution technique et financière intermédiaire, dont le modèle aura été communiqué par l'Agence qui fera l'objet d'un Avis de non Objection de la part de l'Agence ;
- (b) pour le second versement, une note complémentaire au rapport d'exécution intermédiaire dès l'atteinte des 80% de réalisation des dépenses du premier versement qui fera l'objet d'un Avis de non Objection de la part de l'Agence ;
- (c) un rapport final d'exécution technique et financière dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la Date d'Achèvement Technique. Ce rapport devra comporter un état détaillé de toutes les sommes versées au titre des Dépenses Eligibles du Projet et fera l'objet d'un Avis de non Objection de la part de l'Agence ;
- (d) un rapport d'évaluation externe final dans un délai maximum de douze (12) mois suivant la Date d'Achèvement Technique du Projet, accompagné d'une attestation signée par un représentant habilité du Bénéficiaire certifiant l'utilisation de cent pour cent (100 %) des fonds versés au titre de la Subvention conformément à l'Article 3.2.3 (*Justification de l'utilisation des fonds*).

Ces rapports d'exécution devront notamment inclure un état détaillé des dépenses réalisées au titre du Projet.

7.2 Informations complémentaires

Le Bénéficiaire communiquera à l'Agence :

- (a) sans délai après en avoir eu connaissance, tout événement constitutif ou susceptible de constituer un cas d'ajournement ou de rejet d'une demande de Versement ou d'avoir un Effet Significatif Défavorable, la nature de cet événement et les démarches entreprises, le cas échéant, pour y remédier ;

- (b) dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance, tout incident ou accident en relation directe avec la réalisation du Projet qui pourrait avoir un impact significatif sur l'environnement ou sur les conditions de travail de ses employés ou de ses contractants ou ceux des Bénéficiaires Finaux travaillant à la réalisation du Projet, la nature de cet incident ou accident, et les démarches entreprises ou à entreprendre, le cas échéant, par le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux pour y remédier ;
- (c) dans les meilleurs délais toute décision ou événement de nature à affecter sensiblement l'organisation, la réalisation ou le fonctionnement du Projet ;
- (d) pendant toute la période de réalisation des prestations de service, notamment études et missions de contrôle, si le Projet en comporte, les rapports provisoires et les rapports définitifs établis par les prestataires de services et, après réalisation des prestations, un rapport général d'exécution ;
- (e) dans les meilleurs délais, toute autre information ou toutes pièces justificatives sur les conditions d'exécution des contrats et des Documents de Projet, que l'Agence pourra raisonnablement lui demander ;
- (f) dans les meilleurs délais, sur demande de l'Agence, pendant toute la durée de la relation d'affaires, tout document ou information sur le Bénéficiaire, pour permettre à l'Agence de remplir ses obligations légales en matière de connaissance du Bénéficiaire au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, notamment dans le cadre de l'actualisation des éléments de connaissance du Bénéficiaire.

7.3 Informations relatives aux Bénéficiaires Finaux

Le Bénéficiaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que les Bénéficiaires Finaux, pendant la période de réalisation et d'exploitation du Projet :

- (a) communiquent à l'Agence, à sa demande, leurs documents financiers ou budgétaires annuels dès leur approbation ainsi que tout renseignement que l'Agence pourra raisonnablement demander sur sa situation financière ;
- (b) adressent à l'Agence, à sa demande, les procès-verbaux des délibérations et les rapports des organes délibérants ainsi que, le cas échéant, les rapports d'audit comptable ou tout rapport sur l'exécution et le contrôle de leurs exercices budgétaires et financiers.

8. FRAIS ACCESSOIRES - ENREGISTREMENT

Seront considérés comme frais accessoires à la charge du Bénéficiaire tous les frais et autres dépenses raisonnables résultant de la négociation, la préparation, la signature et l'exécution de la Convention, dont les commissions et frais afférents au transfert des fonds entre la place de Paris et toute autre place déterminée en accord avec l'Agence.

Les frais accessoires qui seraient réglés par l'Agence seront considérés comme réalisation de la Subvention et imputés sur le solde disponible de celle-ci.

9. DIVERS

9.1 Langue

La langue de la Convention est le français. Si une traduction en est effectuée, seule la version française fera foi en cas de divergence d'interprétation des dispositions de la Convention ou en cas de litige entre les Parties.

Toute communication ou document fourni au titre de, ou concernant, la Convention, devra être rédigé en français.

S'il ne l'est pas, et si l'Agence le demande, il devra être accompagné d'une traduction certifiée en français, et dans cette hypothèse, la traduction française prévaudra, sauf dans le cas d'un texte légal ou d'un autre document ayant un caractère officiel.

9.2 Nullité partielle

Si, à tout moment, une stipulation de la Convention est ou devient nulle, la validité des autres stipulations de la Convention n'en sera pas affectée.

9.3 Non Renonciation

L'Agence ne sera pas considérée comme ayant renoncé à un droit au titre de la Convention du seul fait qu'elle s'abstient d'exercer ce droit ou qu'elle retarde l'exercice de ce droit.

L'exercice partiel d'un droit n'est pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par la loi.

Les droits et recours stipulés dans la Convention sont cumulatifs et non exclusifs des droits et recours prévus par la loi.

9.4 Cessions

Le Bénéficiaire ne pourra céder de quelque manière que ce soit tout ou partie de ses droits et/ou obligations au titre de la Convention sans accord préalable écrit de l'Agence.

9.5 Valeur juridique

Les Annexes ci-jointes, les Directives pour la Passation des Marchés et l'exposé préalable ci-dessus font partie intégrante de la Convention dont ils ont la même valeur juridique.

9.6 Annulation des précédents écrits

La Convention, à compter de la date de sa signature, représente la totalité de l'accord des Parties relativement à l'objet de celle-ci et, en conséquence, annule et remplace tous documents antérieurs qui auraient pu être échangés ou communiqués dans le cadre de la négociation de la Convention.

9.7 Avenant

Aucune stipulation de la Convention ne pourra faire l'objet d'une modification ou d'un avenant sans le consentement des Parties, et toute modification fera l'objet d'un avenant écrit.

9.8 Confidentialité - Communication d'informations

(a) Le Bénéficiaire s'interdit de divulguer le contenu de la Convention, sans l'accord préalable de l'Agence, à tout tiers autre que :

- (i) toute personne à l'égard de laquelle le Bénéficiaire aurait une obligation de divulgation du fait de la loi, d'une réglementation applicable ou d'une décision de justice ;
- (ii) les Bénéficiaires Finaux pour les besoins du Projet.

- (b) Nonobstant tout accord de confidentialité existant, l'Agence peut transmettre toute information ou documents en relation avec le Projet : (i) à des auditeurs, commissaires aux comptes, agences de notation, conseillers ou organes de contrôle ; et (ii) à toute personne ou entité dans l'objectif de prendre des mesures conservatoires ou de protéger les droits de l'Agence acquis au titre de la Convention.
- (c) Le Bénéficiaire s'engage à ce que dans sa communication relative au Projet (informations présentes sur son site internet, actions de visibilité auprès du public français ou étranger) soit fait mention du financement de l'Agence.
- (d) En outre, le Bénéficiaire autorise expressément l'Agence :
 - (i) à communiquer au gouvernement français pour publication sur son site officiel, afin de satisfaire aux demandes de transparence de l'Initiative Internationale pour la Transparence de l'Aide ; et
 - (ii) à publier sur son site Internet, les informations relatives au Projet et à son financement, énumérées à l'annexe 5 (*Liste des informations que le Bénéficiaire autorise expressément l'Agence à faire publier sur le site du gouvernement français et à publier sur son site internet*).

9.9 Délai de prescription

Le délai de prescription applicable aux Documents de Financement sera de dix (10) ans à compter de la Date d'Achèvement Technique.

10. NOTIFICATIONS

10.1 Communications écrites

- (a) Toute notification, demande ou communication au titre de la Convention ou concernant celle-ci devra être faite par écrit et, sauf stipulation contraire, par courrier électronique ou lettre envoyée aux coordonnées suivantes :

Pour le Bénéficiaire :

RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

Adresse : 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Téléphone : 01 53 85 62 16

Adresse électronique : laurent.pandolfi@iledefrance.fr

A l'attention de : Laurent Pandolfi

Pour l'Agence :

AFD SIEGE

Adresse : 5, Rue Roland Barthes 75598 PARIS Cedex 12

Téléphone : 01 53 44 31 31

Adresse électronique : moutonf@afd.fr

A l'attention de : Florence Mouton

Département des Partenariats / Division Territoires et Entreprises

ou toute autre adresse, nom de service ou de responsable qu'une Partie indiquera à l'autre moyennant un préavis d'au moins cinq (5) Jours Ouvrés.

- (b) Les Parties devront s'aviser mutuellement de tout changement concernant leurs coordonnées respectives.

10.2 Réception

Toute notification, demande ou communication faite, ou tout document envoyé au titre de la Convention ou concernant celle-ci, produira ses effets :

- (a) s'il s'agit d'un courrier électronique, lorsqu'il aura été reçu sous une forme lisible ;
- (b) s'il s'agit d'une lettre, lorsqu'elle aura été déposée à la bonne adresse ;

et, au cas où il a été spécifié un service ou un responsable, à condition que la communication soit adressée à ce service ou à ce responsable.

11. ENTRÉE EN VIGUEUR - DUREE -RESILIATION

- 11.1 La Convention entre en vigueur après sa signature par les deux parties, laquelle ne peut intervenir qu'après la publication ou l'affichage de la délibération n°CP2023-241 en date du 5 juillet 2023 du Conseil régional d'Île-de-France l'approuvant, ainsi que de sa transmission au contrôle de légalité, sous réserve que l'ensemble des formalités nécessaires au regard du droit applicable au Bénéficiaire pour garantir la validité de la Convention aient été réalisées de manière jugée satisfaisante par l'Agence. Elle restera en vigueur dans un délai de deux (2) ans à compter de la date de remise par le Bénéficiaire du rapport final d'exécution technique et financière visé à l'article 7.1 de la présente Convention.
- 11.2 Nonobstant ce qui précède, les stipulations de l'Article 9.8 (*Confidentialité - Communication d'informations*) continueront à produire leurs effets pendant une période de cinq (5) ans suivant la date mentionnée à l'alinéa précédent.
- 11.3 L'Agence se réserve le droit de résilier la Convention sans formalité particulière et après une mise en demeure si le premier Versement n'a pas eu lieu au plus tard dans le délai de dix-huit (18) mois commençant à courir à la date d'octroi de la Subvention mentionnée au paragraphe (D) du Préambule.
- 11.4 De plus, l'Agence se réserve la faculté de résilier la Convention si l'un des événements visés à l'Article 4 (*Ajournement ou rejet des demandes de Versement*) se réalisait.

Le Bénéficiaire en sera informé par lettre recommandée de l'Agence et s'engage, à la demande de cette dernière, et dans le cas où un ou plusieurs manquements lui seraient imputables, à lui reverser tout ou partie des fonds de la Subvention.

12. DROIT APPLICABLE, ATTRIBUTION DE JURIDICTION ET ÉLECTION DE DOMICILE

12.1 Droit applicable

La Convention est régie par le droit français.

12.2 Attribution de juridiction

Tous différends découlant de la Convention ou en relation avec celle-ci seront portés devant le Tribunal compétent de Paris.

12.3 Élection de domicile

Sans préjudice des dispositions légales applicables, le Bénéficiaire élit irrévocablement domicile à l'adresse indiquée à l'Article 10 (*Notifications*) et l'Agence, à l'adresse « AFD SIEGE » également indiquée à l'Article 10 (*Notifications*), pour les besoins de la signification des documents judiciaires et extrajudiciaires à laquelle pourrait donner lieu toute action ou procédure mentionnée ci-dessus.

²Fait en deux (2) exemplaires originaux, à PARIS, le

LE BÉNÉFICIAIRE

Représenté par :

Valérie Péresse

Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT

Représentée par :

Julie Gonnet

Responsable de la Division Territoires et Entreprises

² Page de signature à mettre sur une page impaire, vierge au verso, avec espace suffisant entre les deux parties

ANNEXE 1A- DÉFINITIONS

Actes de Corruption

désigne les actes suivants :

- (i) le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un Agent Public, ou à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses fonctions officielles ou de ses fonctions légales, contractuelles ou professionnelles ayant pour effet d'influer sur ses propres actions ou celles d'une autre personne ou entité ;
- (ii) le fait pour un Agent Public ou pour toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, de solliciter ou d'accepter de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses fonctions officielles ou de ses fonctions légales, contractuelles ou professionnelles ayant pour effet d'influer sur ses propres actions ou celles d'une autre personne ou entité.

Agent Public

désigne toute personne qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, toute autre personne définie comme agent public dans le droit interne du Bénéficiaire, tout autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public,

Annexe(s)

désigne la ou les annexe(s) à la présente convention.

Autorisation(s)

désigne tous les accords, inscriptions, dépôts, conventions, certifications, attestations, autorisations, approbations, permis et/ou mandats, ou dispenses de ces derniers, obtenus ou effectués auprès d'une Autorité, qu'ils soient accordés par un acte explicite ou réputés accordés en l'absence de réponse après un délai déterminé.

Autorisation(s) du Projet

désigne les Autorisations nécessaires pour que (i) le Bénéficiaire

ou les Bénéficiaires Finaux puissent réaliser le Projet et signer les Documents de Projet auxquels ils sont parties, exercer les droits et exécuter les obligations qui en découlent, et que (ii) les Documents de Projet auxquels le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux sont parties soient recevables en tant que preuve devant les juridictions des pays des Bénéficiaire Finaux ou devant les instances arbitrales compétentes.

Autorité(s)	désigne tout gouvernement ou tout corps, département, commission exerçant une prérogative publique, administration, tribunal, agence ou entité de nature étatique, gouvernementale, administrative, fiscale ou judiciaire.
Bénéficiaires finaux	<p>Désigne la ou les collectivité(s) étrangère(s) chargée(s) pour leur propre compte de l'exécution du Projet et propriétaire(s) et maître(s) d'ouvrage du Projet, à savoir :</p> <p>Région de Casablanca-Settat</p> <p>District autonome d'Abidjan</p> <p>Département de Rufisque</p> <p>Commune Urbaine d'Antananarivo</p>
Budget	Désigne le Budget du Projet tel que joint en Annexe 3- Plan de Financement et Budget.
Co-Financement(s)	<p>Désigne les contributions apportées en subvention ou en valorisation par les Partenaires du Projet, à savoir :</p> <p>Région Île-de-France,</p> <p>Cap DIGITAL</p> <p>Institut Paris Région</p>
Compte du Bénéficiaire	désigne le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires figurent à l'article 3.4 de la Convention.
Convention	désigne la présente convention de financement, y compris son exposé préalable, ses annexes ainsi que, le cas échéant, ses avenants ultérieurs.
Date d'Achèvement Technique	désigne la date de l'achèvement technique du Projet, qui est prévue le 31 janvier 2027.
Date d'Octroi	désigne la date à laquelle l'octroi de la subvention est approuvé par l'instance compétente de l'Agence, telle que mentionnée au paragraphe (D) du Préambule. Cette date correspond à la date de démarrage du projet.
Date de Signature	désigne la date de signature de la Convention par toutes les Parties.

Date Limite d’Utilisation des Fonds	désigne la date intervenant 1 an après la Date d’Achèvement Technique telle que définie à l’article 3.2.5 de la Convention
Date Limite de Versement	désigne la date au-delà de laquelle aucun Versement ne pourra plus intervenir. Elle est fixée à six (6) mois avant la Date d’Achèvement Technique du Projet, soit au 31 juillet 2026.
Directives pour la Passation des Marchés	désigne les stipulations contractuelles contenues dans les directives relatives à la passation des marchés financés par l’AFD dans les Etats étrangers en date d’octobre 2019, disponibles sur le Site Internet et dont une copie a été remise au Bénéficiaire.
Documents de Financement	désigne la Convention, les Actes de Rétrocession ainsi que tous documents s’y rapportant directement.
Dépense(s) Eligible(s) du Projet	désigne les dépenses du Projet telles que précisées à l’Article 2.2 et en Annexe 3.
Documents de Projet	<p>désignent l’ensemble des documents, notamment contractuels, remis ou à remettre ou signés par le Bénéficiaire ou les Bénéficiaires Finaux dans le cadre de la réalisation du Projet, à savoir les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le dossier de financement relatif au Projet et ses annexes ; – La convention de partenariat signée par les sept partenaires du projet ; – la convention de partenariat (opérationnelle et financière), entre la Région Île-de-France et l'association Cap digital ; – la convention de partenariat (opérationnelle et financière), entre la Région Île-de-France et l'Institut Paris Région.
Effet Significatif Défavorable	<p>désigne un effet significatif défavorable sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le Projet de nature à compromettre la poursuite du Projet conformément aux Documents de Financement et des Documents du Projet ; – l'activité, les actifs, la situation financière du Bénéficiaire, ou sa capacité à respecter ses obligations au titre des Documents de Financement et des Documents du Projet ; ou – la validité ou la force exécutoire de tout Document de Financement ou de tout Document du Projet.
Embargo	désigne toute sanction de nature commerciale visant à interdire les importations et ou les exportations (fourniture, vente ou transfert) d’un ou plusieurs types de biens, de produits ou de

services à destination et/ou provenance d'un Etat pour une période déterminée, et telle que publiée et modifiée par les Nations Unies, l'Union Européenne ou la France

Euro(s) ou EUR

désigne la monnaie unique européenne des États membres de l'Union Économique et Monétaire européenne, dont la France, et ayant cours légal dans ces États.

Fraude

désigne toute manœuvre (action ou omission), qu'elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer les règles internes de la société afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

**Fraude contre les Intérêts
Financiers de la
Communauté Européenne**

désigne tout acte ou omission intentionnel visant à causer un préjudice au budget de l'Union européenne et consistant (i) en l'usage ou la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets ayant pour effet la perception ou la rétention induite de fonds ou la diminution illégale de ressources provenant du budget général de l'Union Européenne, (ii) en la non-communication d'une information ayant le même effet et (iii) en un détournement de tels fonds à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont initialement été octroyés.

**Guide de Visibilité et de
Communication**

Désigne l'ensemble des règles contractuelles s'imposant au Bénéficiaire et relatives à la communication et à la visibilité des projets financés par l'AFD contenues dans le document intitulé « Guide de visibilité pour les projets soutenus par l'AFD – Niveau 1 » ou « Guide de communication pour les projets soutenus par l'AFD – Niveau 2 » selon le cas, dont une copie a été remise au Bénéficiaire à la signature.

**Listes de Sanctions
Financières**

désignent, les listes de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la France à des sanctions financières.

A titre d'information uniquement, et sans que le Bénéficiaire puisse se prévaloir des références ci-dessous:

Pour les Nations Unies, recueil des listes de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies :

<https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/un-sc-consolidated-list>

Pour l'Union européenne, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante :

https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions_fr

Pour la France, voir :

<https://gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr/>

Origine Illicite	<p>Désigne une origine de fonds provenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) d'infractions sous-jacentes au blanchiment telles que désignées, par le glossaire des 40 recommandations du GAFI sous « catégories désignées d'infractions » (http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/recommendations/Recommendations_GAFI.pdf); (ii) d'Actes de Corruption ; ou (iii) de la Fraude aux Intérêts Financiers des Communautés Européennes, les cas échéant.
Plan de Financement	désigne le plan de financement du Projet tel que joint en Annexe 3- Plan de Financement.
Pratiques Anticoncurrentielles	<p>Désigne :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) toute action concertée ou tacite ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à : 1° limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ; 2° faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ; 3° limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ; 4° répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement. (ii) toute exploitation abusive par une entreprise ou un groupe d'entreprises d'une position dominante sur un marché intérieur ou sur une partie substantielle de celui-ci. (iii) toute offre de prix ou pratique de prix de vente abusivement bas, dont l'objet ou l'effet est d'éliminer d'un marché ou d'empêcher d'accéder à un marché une entreprise ou l'un de ses produits.
Prestation(s)	désigne les études et/ou prestations d'assistance technique à réaliser dans le cadre du Projet, telles que décrites en Annexe 2 (- <i>DESCRIPTION DU PROJET</i>).
Projet	désigne le projet tel que décrit en Annexe 2 (- <i>DESCRIPTION DU PROJET</i>).
Site Internet	désigne le site Internet de l'AFD http://www.afd.fr/ ou tout autre site Internet qui le remplacerait.
Subvention	désigne le concours sous forme de don mis à la disposition du Bénéficiaire par l'Agence en vertu des présentes et pour le montant maximum stipulé à l'Article 2.1 (<i>Montant</i>).
Versement(s)	désigne le ou les Versement(s) d'une partie ou de la totalité des

fonds mis à disposition du Bénéficiaire par l'Agence au titre de la Subvention dans les conditions prévues à l'Article 3 (*Modalités de Versement des fonds*).

ANNEXE 1B - INTERPRÉTATIONS

- (a) "actifs" s'entend des biens, revenus et droits de toute nature, présents ou futurs ;
- (b) toute référence au « Bénéficiaire », une "Partie" ou à l'Agence inclut ses successeurs, cessionnaires et ayant-droits ;
- (c) toute référence à la Convention, une autre convention ou tout autre acte s'entend de ce document tel qu'éventuellement amendé, réitéré ou complété et inclut, le cas échéant, tout acte qui lui serait substitué par voie de novation, conformément à la Convention ;
- (d) "garantie" s'entend de tout cautionnement, de tout aval ou de toute garantie autonome ;
- (e) "personne" s'entend de toute personne, toute entreprise, toute société, tout gouvernement, tout État ou tout démembrement d'un État, ainsi que de toute association ou groupement de plusieurs de ces personnes, ayant ou non la personnalité morale ;
- (f) "réglementation" désigne toute législation, toute réglementation, tout règlement, tout arrêté, toute instruction ou circulaire officielle, toute exigence, décision ou recommandation (ayant ou non force obligatoire) émanant de toute entité gouvernementale, intergouvernementale ou supranationale, de toute autorité de tutelle, autorité administrative indépendante, agence, direction, ou autre division de toute autre autorité ou organisation (en ce compris toute réglementation émanant d'un établissement public industriel et commercial) ayant un effet sur la Convention **ou** l'un quelconque des Documents de Financement ou sur les droits et obligations d'une Partie ;
- (g) toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'éventuellement amendée ;
- (h) sauf stipulation contraire, toute référence à une heure du jour s'entend de l'heure à Paris ;
- (i) les titres des Chapitres, Articles et Annexes sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation de la Convention ;
- (j) sauf stipulation contraire, un terme utilisé dans un autre acte en relation avec la Convention ou dans une notification au titre de la Convention aura la même signification que dans la Convention ;
- (k) une référence à un Article ou une Annexe est une référence à un Article ou une annexe de la Convention.

ANNEXE 2 - DESCRIPTION DU PROJET

Le Projet a pour objectif d'appuyer la transformation numérique de quatre collectivités partenaires de la Région Île-de-France soit le District d'Abidjan, la Commune urbaine d'Antananarivo, le Département de Rufisque et la Région de Casablanca-Settat afin d'améliorer la transition écologique, le développement économique et la cohésion sociale de leurs territoires.

Cet objectif sera recherché à travers l'élaboration de politiques publiques territoriales de transition numérique, les développements des écosystèmes locaux, des échanges et coopérations entre les cinq collectivités partenaires du projet.

Sept partenaires sont associés pour mener ce projet puisque l'Institut Paris Région (IPR) et Cap Digital participent en appui à la maîtrise d'ouvrage.

DESCRIPTION DES COMPOSANTES DU PROJET

Composante 1 : Positionner la collectivité comme acteur de la transition numérique de son territoire

L'objectif de cette composante est que chaque collectivité partenaire élabore ou renforce sa politique publique territoriale de transition numérique et la valide.

Objectifs spécifiques :

- ☛ Comprendre le positionnement de chaque territoire dans la transition numérique ;
- ☛ Donner les moyens aux collectivités partenaires de se positionner comme animatrice de leur écosystème ;
- ☛ Construire une culture commune de la transition numérique pour les élus et décideurs du territoire ;
- ☛ Sensibiliser la population aux enjeux et possibilités de la transition numérique.

Cette composante inclut toute activité nécessaire à l'élaboration, par chaque collectivité partenaire, d'une politique publique territoriale de transition numérique et en particulier, mais de manière non exhaustive :

- la mobilisation des acteurs et l'élaboration de diagnostics territoriaux
- l'analyse des forces et des faiblesses de chacun des partenaires dont leur maturité numérique
- l'organisation de la concertation et l'élaboration des stratégies territoriales
- la formation des élus et des agents

Livrables

- 4 diagnostics de territoire, stratégies partagées et plans d'action territoriaux validés
- 4 plans de formation pour les élus et les agents mis en œuvre
- 4 chartes internes d'utilisation et de conservation des données définies

Composante 2 : Développement de solutions numériques d'intérêt général par les écosystèmes locaux

Il s'agit pour chaque collectivité partenaire :

- d'associer les usagers et les acteurs du territoire à la dynamique
- de développer des projets concrets participant au développement durable du territoire
- de démontrer le potentiel d'amélioration des services publics grâce au numérique

Cette composante inclut toute activité nécessaire au développement des écosystèmes locaux et en particulier, mais de manière non exhaustive, elle devra permettre :

- de formaliser 4 instances de dialogue avec des représentants des usagers

- de sélectionner, financer et mettre en œuvre 20 micro-projets (5 par territoire)
- de sélectionner, financer et mettre en œuvre 4 méso-projets (1 par territoire)
- d'organiser un challenge chez chaque partenaire
- de réaliser une capitalisation et une restitution

De manière transversale, il s'agira de développer les échanges et les coopérations entre les cinq partenaires du projet en favorisant le partage d'expérience entre les cinq collectivités partenaires ; en renforçant des relations économiques entre les écosystèmes des territoires partenaires et en favorisant le développement de solutions innovantes.

Une attention particulière sera portée à la durabilité des actions du projet, et notamment :

- Chacune des collectivités partenaires intégrera les missions de pilotage du projet dans les fiches de postes ou affectations données aux chefs de projets désignés,
- Dans la mesure du possible, à l'instar du Département de Rufisque, chaque collectivité désignera par arrêté les membres du comité de pilotage et du comité technique local du projet,
- Le diagnostic territorial intégrera une cartographie des acteurs de l'écosystème du numérique dans chacun des pays,
- le transfert de connaissance et des formations courtes vers les équipes locales pourront être assurés à la demande par le chef de projet ou via des prestataires,
- Le programme déploiera des formations destinées prioritairement aux agents et élus de chacune des collectivités mais pourra également être ouverte aux collaborateurs des autres collectivités du territoire cible afin de créer une dynamique de territoire.

Schéma institutionnel et mode opératoire :

Les quatre collectivités partenaires seront co-maîtres d'ouvrages du projet, c'est-à-dire qu'elles partageront la maîtrise d'ouvrage du projet avec le Conseil régional d'Île-de-France. Elles pilotent, avec l'assistance de l'Institut Paris Région, de Cap Digital et d'un prestataire, l'élaboration de leurs stratégies numériques, la mise en œuvre de micro/méso projets, la digitalisation de leurs services publics par l'organisation de challenges et des événements. Elles participent à la conduite du projet en mobilisant un référent au sein de leur administration (valorisation), qui sera chargée de piloter le projet et de communiquer avec l'écosystème de l'innovation de leur territoire.

L'Institut Paris Region (IPR) et Cap digital seront partenaires du projet : ils y contribuent en mobilisant leur expertise en assistance à la maîtrise d'ouvrage des collectivités. L'IPR les accompagnera ainsi dans l'élaboration de leur stratégie numérique, tandis que Cap digital les appuiera dans l'expérimentation des micro/méso projets, l'organisation des challenges et des événements. Il contractualisera avec des prestataires locaux pour la mise en œuvre des formations. Cap digital les conseillera également dans l'animation de leur comités locaux des acteurs de l'innovation.

Les fonds versés par l'Agence seront reversés partiellement à Expertise France pour la rémunération et les dépenses liées à l'expert basé à Rufisque, à l'IPR pour sa participation au projet en plus de la valorisation de son expertise, à Cap Digital pour sa participation au projet en plus de la valorisation de son expertise ainsi que pour le financement des micro et méso projets.

CALENDRIER

La durée de mise en œuvre envisagée est de 3 ans.

ANNEXE 3- PLAN DE FINANCEMENT ET BUDGET

PARTIE I – PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL INDICATIF

PARTENAIRES	MONTANTS (EUROS)	PARTICIPATON (%)
Région Ile-de-France	494 004 €	22,7 %
Collectivités Etrangères	119 340 €	5,5 %
Agence Française de Développement	1 300 000 €	59,8 %
Partenaires	259 425 €	11,9 %
TOTAL	2 172 769 €	100 %

PARTIE II – BUDGET PREVISIONNEL INDICATIF

	Coût total en €
Composante 1 : Positionner la collectivité comme acteur de la transition numérique de son territoire	329 205 €
Composante 2 : Développement de solutions numériques d'intérêt général par les écosystèmes locaux	1 046 880 €
Dépenses transversales	756 684 €
Evaluation finale	40 000 €
TOTAL	2 172 769 €

	Coût total en €
Composante 1 : Positionner la collectivité comme acteur de la transition numérique de son territoire	
A1 - Mobilisation des acteurs et élaboration des diagnostics territoriaux	84 370 €
A2 - Analyse de la maturité numérique de chacun des partenaires	40 345 €
A3 - Organisation de la concertation et élaboration des stratégies territoriales	131 190 €
A4 - Formation des élus et agents	73 300 €
	329 205 €
Composante 2 : Développement de solutions numériques d'intérêt général par les écosystèmes locaux	

A1 - Cadrage des besoins, sélection mise en œuvre et suivi de micro-projets	201 380 €
A2 - Cadrage des besoins, sélection mise en œuvre et suivi d'un méso-projet par territoire partenaire	276 000 €
A3 - Organisation d'un challenge chez chaque partenaire	400 000 €
A4 - Capitalisation et restitution	169 500 €
	1 046 880 €
Dépenses transversales	
Evaluation finale	40 000 €
Communication et événementiel	91 570 €
Education au développement	15 000 €
Coûts divers et imprévus	93 590 €
Missions PRX-Magagascar	7 605 €
Missions agents de la Région +ETI	59 375 €
Salaires Région	167 334 €
Salaires partenaires étrangers	119 340 €
Poste d'ETI chef de projet	202 870 €

ANNEXE 4- CONDITIONS SUSPENSIVES

Pour ce qui concerne l'ensemble des documents remis par le Bénéficiaire au titre des conditions suspensives énumérées ci-après :

- Les documents, transmis en original ou en copie, n'ayant pas été préalablement communiqués et acceptés par l'Agence devront être jugés satisfaisants par l'Agence tant sur le fond que sur la forme ; Les pièces justificatives, telles que mémoires ou factures acquittées, pourront être présentées sous forme de photocopies ou de duplicata par le Bénéficiaire et devront mentionner les références et les dates des ordres de paiement ;
- les versions définitives des documents, dont le projet a été préalablement communiqué à l'Agence et accepté par cette dernière, ne devront pas révéler de différence substantielle par rapport aux projets précédemment communiqués et acceptés.

Partie I – Conditions suspensives à la signature

La signature de la Convention est soumise à la réception préalable par l'Agence des documents suivants, satisfaisants tant sur le fond que sur la forme pour l'Agence :

- (i) la délibération/décision de l'organe du Bénéficiaire autorisant la signature de la Convention assortie de la preuve de son caractère exécutoire en vertu de sa transmission au représentant de l'Etat à une date déterminée et de sa publication à une date déterminée ;
- (ii) la copie des pouvoirs de la personne autorisée à signer la Convention au nom et pour le compte du Bénéficiaire ;
- (iii) Un RIB du Compte du Bénéficiaire.

Partie II- Conditions suspensives au premier Versement

A. Remise par le Bénéficiaire à l'Agence des documents suivants :

- (iv) un certificat d'un représentant dûment habilité du Bénéficiaire listant la ou les personne(s) chargée(s) de signer, au nom du Bénéficiaire, les demandes de Versement et attestations au titre de la Convention, ainsi que les autres documents autorisés ou requis du Bénéficiaire en vertu de la Convention, accompagné du spécimen de signature de chacune de ces personnes ;
- (v) la convention de partenariat dûment signée par les sept partenaires du projet ;
- (vi) la convention de partenariat (opérationnelle et financière) dûment signée par la Région Île-de-France et l'association Cap digital ;
- (vii) la convention de partenariat (opérationnelle et financière) dûment signée par la Région Île-de-France et l'Institut Paris Région.

Partie III - Conditions suspensives au second Versement :

Remise par le Bénéficiaire à l'Agence des documents suivants :

- (i) une attestation signée par un représentant du Bénéficiaire habilité à cet effet certifiant l'utilisation d'au moins quatre-vingt pour cent (80%) des fonds du premier Versement, incluant un état détaillé des sommes versées au titre des Dépenses Eligibles au cours de la période considérée ;
- (ii) une note complémentaire au rapport d'exécution intermédiaire relatif à la réalisation du Projet à la date de la demande de second Versement ayant reçu l'avis de non objection préalable de l'Agence.

**ANNEXE 5 – LISTE DES INFORMATIONS QUE LE BENEFICIAIRE AUTORISE EXPRESSEMENT
L'AGENCE A FAIRE PUBLIER SUR LE SITE INTERNET DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET A
PUBLIER SUR SON SITE INTERNET**

1. Informations relatives au Projet

- Identifiant (numéro et nom) dans les livres de l'Agence ;
- Description détaillée ;
- Secteur d'activité ;
- Lieu de réalisation ;
- Date prévisionnelle de démarrage ;
- Date d'Achèvement Technique ;

2. Informations relatives au financement du Projet

- Nature du financement (prêt, subvention, cofinancement, délégation de fonds) ;
- Montant de la Subvention ;
- Montant cumulé des Versements (actualisé au fur et à mesure de la réalisation des Versements) ;

3. Autres informations

Le Bénéficiaire autorise la publication de la Note de communication d'opération incluse dans le dossier de financement

Annexe 3 - Fiche-projet Coopération décentralisée

DOSSIER N° 23006451 - EXTENSION DE LA CUISINE DE MARIE - BEYROUTH, LIBAN

Dispositif : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV) (n° 00000556)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104003-030

Action : 10400306- Coopération décentralisée

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	169 200,00 € TTC	59,10 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OEUVRE D'ORIENT
Adresse administrative : 20 RUE DU REGARD
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DAMIEN CHENEL, Responsable financier

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 15 octobre 2023

Démarrage anticipé de projet : non

Description :

La Cuisine de Marie a été créée immédiatement après l'explosion du port de Beyrouth survenue le 4 août 2020.

Cette cantine se situe dans le quartier de la Quarantaine, à proximité du site de l'explosion, dans une zone particulièrement touchée. Plus de 1 200 familles dans le besoin sont accueillies chaque jour dans ce local. Des repas cuisinés sur place leurs sont offerts. La Cuisine de Marie est à la fois un lieu d'accueil des personnes les plus vulnérables et un lieu de mémoire des victimes de l'explosion du port.

Victime de son succès, mais également de la poursuite de la crise au Liban, ses besoins se sont accrus.

Le projet d'agrandissement de la Cuisine de Marie, porté par l'Oeuvre d'Orient et son partenaire local le patriarcat maronite, vise trois objectifs :

- Accroître ses capacités d'accueil chaque jour.
- Créer des salles de consultation médicales pour permettre aux personnes les plus vulnérables de bénéficier d'un rendez-vous avec un médecin.
- Aménager des salles de douche pour donner l'accès à des soins d'hygiène élémentaires aux personnes dans le besoin.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention sera reversée par l'Œuvre d'Orient à l'association Jouzourouna Al Masihiya.

Localisation géographique :

 Beyrouth

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros œuvre	33 000,00	19,50%
Carrelage	26 000,00	15,37%
Réseaux	27 500,00	16,25%
Portes et fenêtres	68 300,00	40,37%
Hangar	14 400,00	8,51%
Total	169 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	100 000,00	59,10%
Œuvre d'Orient	69 200,00	40,90%
Total	169 200,00	100,00%

Annexe 4 - Fiche-projet Dispositif Actions internationales

DOSSIER N° 23005793 - Réaffectation du solde de la subvention 16005405 devenue caduque à l'association « Les routes du futur »

Dispositif : Actions internationales - Dépenses d'investissement (n° 00001016)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-048-20422-104003-030

Action : 10400308- Dispositif actions internationales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions internationales - Dépenses d'investissement	18 155,60 € TTC	31,78 %	5 769,85 €
	Montant total de la subvention		5 769,85 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ROUTES DU FUTUR

Adresse administrative : 60 RUE FRANKLIN
93100 MONTREUIL

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame AMINATA KONATE BOUNE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2016 - 5 juillet 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : réaffectation du solde de la subvention 16005405 devenue caduque

Description :

Le village de Bougoudiré dispose d'un dispensaire, d'une adduction d'eau potable et d'une école. Leur dotation en énergie est insuffisante (un panneau solaire pour le dispensaire, aucun pour l'école) ou inadaptée (deux groupes électrogènes pour l'adduction d'eau alors qu'un système mixte thermique-solaire serait plus efficient).

Le projet d'électrification des infrastructures sanitaires, éducatives et hydrauliques du village de Bougoudiré vise à développer la fourniture de services publics en faveur des habitants de Bougoudiré, qui consiste :

- en l'installation de panneaux solaires, de compresseurs et de batteries au château d'eau, au dispensaire et à l'école du village ;
- à renforcer des capacités organisationnelles et techniques des membres des différents organes de gestion des infrastructures pré-citées ;
- à former un réseau local d'ouvriers (3 à 4) de maintenance et d'entretien de l'adduction d'eau potable ;
- en la construction d'un local pour abriter les moteurs.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Il s'agit de réaffecter les crédits correspondant au solde de la convention, soit un montant de 5 769,85 €

Localisation géographique :

 MALI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'équipements et installations	39 330,00	100,00%
Total	39 330,00	100%
Total base subventionnable TTC Réaffectation du solde	18 165,60	

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	12 500,00	31,78%
Fonds propres	15 000,00	38,14%
Autres produits	11 830,00	30,08%
Total	39 330,00	100,00%

Annexe 5 - Fiches-projets Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique

**DOSSIER N° 23006640 - AIDE D'URGENCE EN SOUTIEN A LA LUTTE CONTRE LA
DEFORESTATION ET POUR LA DEFENSE DES PEUPLES AUTOCHTONES EN AMAZONIE
(investissement)**

Dispositif : Fonds d'intervention d'urgence (investissement) (n° 00000644)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 900-048-20421-104003-030

Action : 10400304- Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (investissement)	69 300,00 € TTC	100,00 %	69 300,00 €
Montant total de la subvention			69 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFV POUR LA FORET VIERGE
Adresse administrative : 5 PLACE ANDRE MALRAUX
75001 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Robert DARDANNE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'Amazonie est la plus grande forêt tropicale au monde hébergeant une biodiversité inégalée. Sa biosphère est essentielle à la vie sur la planète et sa préservation. Représentant l'un des plus grands puits de carbone terrestre, sa protection est devenue un enjeu primordial. La déforestation de la forêt amazonienne présente ainsi un risque imminent pour le réchauffement climatique et pour les peuples autochtones qui y vivent. Sa destruction atteindra bientôt un point de basculement irréversible, aux conséquences désastreuses pour le monde entier.

Le Cacique Raoni, figure emblématique de la lutte contre la déforestation et de la défense des peuples autochtones est le Chef de la Grande Réserve du Xingu. Elle est située au centre géographique du Brésil et comprend les territoires Kayapo et le parc du Xingu (TIX). C'est l'une des aires naturelles protégées les plus grandes au monde, elle forme avec environ 142 000 km² le deuxième plus grand territoire indigène du Brésil. Le Xingu est aussi confronté à de multiples menaces telles que les incendies de forêt et les exploitations forestière et minière illégales. La surveillance dans les territoires kayapos nécessite un financement régulier pour la maintenance et le renouvellement du matériel.

L'action en investissement vise ainsi à la réfection de postes de surveillance en particulier grâce :
- à l'acquisition d'équipements et de bateaux afin de faciliter la mobilité des équipes de surveillance ;

- au renforcement des brigades indigènes anti-feux par l'acquisition de matériel de protection individuelle supplémentaire.

L'action proposée a également pour objectif l'achat de kit de production et de traitement de produits agricoles durables.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

L'aide permettra de financer l'achat d'équipements et l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Localisation géographique :



Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements pour la surveillance territoriale Territoire indigène de Xingu	35 400,00	51,08%
Kit de production et de traitement pour la production alimentaire durable (pequi et manioc)	2 900,00	4,18%
Achat d'équipements pour le gestion territoriale du Territoire Kayapo	29 200,00	42,14%
Maîtrise d'ouvrage (installation internet satellitaire)	1 800,00	2,60%
Total	69 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	69 300,00	100,00%
Total	69 300,00	100,00%

**DOSSIER N° 23006733 - AIDE D'URGENCE EN SOUTIEN A LA LUTTE CONTRE LA
DEFORESTATION ET POUR LA DEFENSE DES PEUPLES AUTOCHTONES EN AMAZONIE
(fonctionnement)**

Dispositif : Fonds d'intervention d'urgence (fonctionnement) (n° 00000643)

Délibération Cadre : CR222-16 du 15/12/2016

Imputation budgétaire : 930-048-65748-104003-030

Action : 10400309- Fonds d'intervention d'urgence humanitaire et climatique

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'intervention d'urgence (fonctionnement)	30 700,00 € TTC	100,00 %	37 000,00 €
Montant total de la subvention			37 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFV POUR LA FORET VIERGE

Adresse administrative : 5 PLACE ANDRE MALRAUX
75001 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Robert DARDANNE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 5 juillet 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'Amazonie est la plus grande forêt tropicale au monde hébergeant une biodiversité inégalée. Sa biosphère est essentielle à la vie sur la planète et sa préservation. Représentant l'un des plus grands puits de carbone terrestre, sa protection est devenue un enjeu primordial. La déforestation de la forêt amazonienne présente ainsi un risque imminent pour le réchauffement climatique et pour les peuples autochtones qui y vivent. Sa destruction atteindra bientôt un point de basculement irréversible, aux conséquences désastreuses pour le monde entier.

Le Cacique Raoni, figure emblématique de la lutte contre la déforestation et de la défense des peuples autochtones est le Chef de la Grande Réserve du Xingu. Elle est située au centre géographique du Brésil et comprend les territoires Kayapo et le parc du Xingu (TIX). C'est l'une des aires naturelles protégées les plus grandes au monde, elle forme avec environ 142 000 km² le deuxième plus grand territoire indigène du Brésil. Le Xingu est aussi confronté à de multiples menaces telles que les incendies de forêt et les exploitations forestière et minière illégales. La surveillance dans les territoires kayapos nécessite un financement régulier pour la maintenance et le renouvellement du matériel.

L'action en fonctionnement s'attache ainsi à financer des expéditions des brigades de surveillance dans le

Xingu et dans le territoire Kayapo, et à soutenir les frais de personnel liés au suivi du projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

L'aide permettra de louer des véhicules, financer le carburant et les réparations du véhicule de l'Institut Raoni, ainsi que les frais de personnel liés au projet.

Localisation géographique :



Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transports (location, carburants)	9 681,00	31,53%
Réparation du véhicule de l'Institut Raoni	9 000,00	29,32%
Frais de personnel, suivi du projet	12 019,00	39,15%
Total	30 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 700,00	100,00%
Total	30 700,00	100,00%